

Le Conflit Syrien Pour Les Nuls

Le conflit syrien nous concerne : les images de destructions, l'arrivée de réfugiés, ou plus récemment les actes terroristes liés à la dégradation d'une situation qui dure depuis plus de cinq ans.

Aussi avons-nous besoin de le comprendre.

Journalistes et universitaires, connaisseurs du pays, nous souhaitons dépasser un récit médiatique parfois trompeur. Nous vous proposons ici de décrypter le conflit, ses causes, ses étapes et ses protagonistes. Bref, d'apporter des réponses claires à des interrogations légitimes.

Dernière version du 30 avril 2017

Le Conflit Syrien Pour Les Nuls	1
Introduction	3
I. De la révolution à la guerre civile	4
Bref rappel : La Syrie avant 2011	5
Comment tout a commencé ? Comment en est-on arrivé là ?	5
Pourquoi les Syriens sont-ils descendus dans la rue ?	5
Qu'est-ce qui a mis le feu aux poudres ?	6
Les contestataires ont pris les armes. N'était-ce pas une folie ?	6
Ce n'était donc plus une révolution mais une guerre civile ?	7
N'y a-t-il pas aussi une dimension communautaire ?	7
Comment le gouvernement a-t-il perdu le contrôle d'une partie du territoire ?	8
On est bien loin du mouvement de 2011 !	9
Sur le terrain militaire : Qui se bat contre qui ? Qui contrôle quoi ?	9
Les 4 principales forces sur le terrain	9
Sur l'échiquier politique : mieux comprendre les camps qui se disputent la Syrie	12
1. Le régime de Damas	12
2. L'opposition politique	15
3. L'apparition et le développement de Daech	19
4. Les Kurdes syriens	22
II. De la guerre civile à la confrontation régionale	24
Les pays voisins sont-ils déstabilisés par la situation syrienne ?	25
Qui sont les alliés du régime de Bachar Al-Assad ?	25
Quels pays soutiennent l'opposition ?	27
Comment Israël voit-il le conflit syrien ?	29
III. De la confrontation régionale au conflit international...	30
Que fait la Russie ?	31
La ligne rouge et les États-Unis	35
Et l'Europe ? Quelle est la position de la France ? En quoi cela la concerne-t-elle ?	39
La Ligue arabe, l'ONU : Pourquoi les différentes médiations internationales ont-elles échoué ?	41
IV. Que reste-t-il de la Syrie et des Syriens ?	45
Les victimes du conflit et qui tue qui ?	46
Destruction du système de santé	51
Une population en baisse, une population déplacée	52
Une génération perdue ?	53
Le coût des destructions	54
Une économie dévastée	55
Un patrimoine ravagé	55
Comment vivent les Syriens ?	55
V. L'avenir	59
Quelles issues possibles ? La lutte contre Daech doit-elle avoir la priorité ? Le régime syrien est-il un moindre mal ?	60
L'après-Alep	60
VI. Conclusion	63
Quelles hypothèses ?	64
Seule une solution juste pourra prévaloir	65
Que peut-on faire ?	65
Les Auteurs	66
Nos Partenaires	68
Bibliographie	69

Introduction

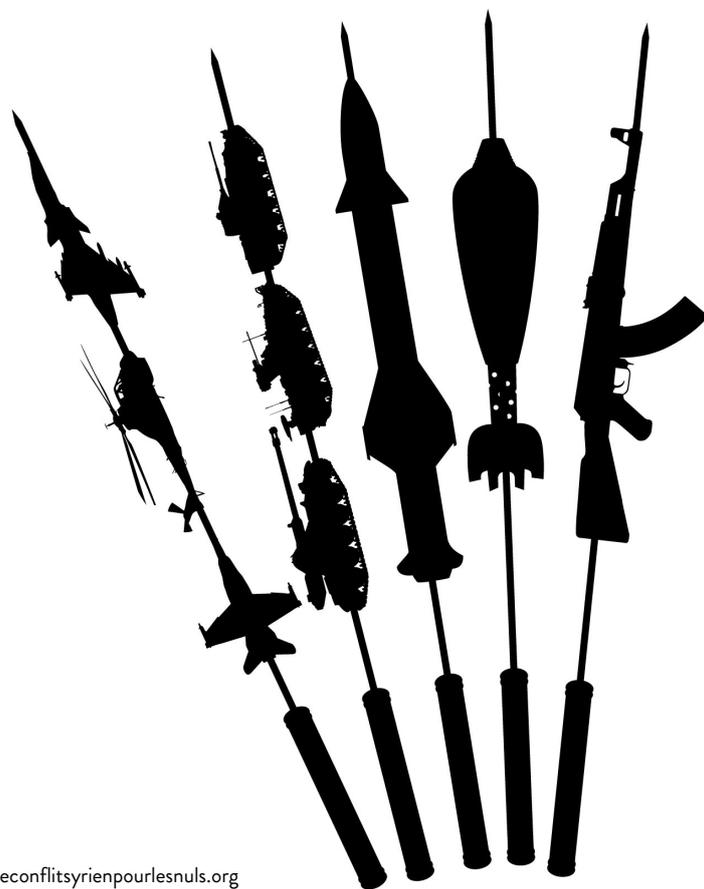
Le besoin de comprendre le conflit en Syrie s'impose davantage depuis que ses débordements nous touchent de plein fouet. Le choc des attentats du 13 novembre 2015 à Paris, les autres actions terroristes ailleurs, mais aussi l'afflux de réfugiés vers l'Europe nous rapprochent dramatiquement de cette tragédie lointaine.

Un moment pour apprendre est l'option que nous vous proposons ici. En revenant sur les étapes d'un conflit qui ne cesse de s'étendre et de s'aggraver depuis près de cinq ans, en reprenant les questions qui sont fréquemment posées (FAQ) sur les causes, la nature, les acteurs, les enjeux et les issues possibles, nous tentons d'apporter des réponses, aussi simples que possible, sans être simplistes.

Rappeler, expliquer et décrypter les événements, les faits, les dimensions et les enjeux de ce qui se déroule depuis cinq ans sur et autour du territoire syrien est le sens de notre démarche. Cela en nous appuyant sur des dates, des chiffres et des informations vérifiées et recoupées auprès des sources les plus crédibles. Nous avons regroupé ces questions par thème pour faciliter le récit des événements et les éclairer.

Qui sommes-nous ? Des journalistes et des universitaires Syriens, Français ou franco-syriens qui suivent au quotidien les événements en Syrie et dans la région. Sans prétendre à la neutralité, mais tout en privilégiant une approche objective des réalités, nous assumons avec lucidité notre soutien à la démocratie pour les Syriens.

I. De la révolution à la guerre civile



Bref rappel : La Syrie avant 2011

Le pays compte 23 millions d'habitants et une superficie de 185 000 km². Il a été établi dans ses frontières actuelles après la Première guerre mondiale, suite au dépeçage de l'Empire ottoman par les Français et les Britanniques, au lendemain des accords de San Remo en 1920. Sous mandat français jusqu'en 1946, la Syrie indépendante a connu des épisodes démocratiques puis des coups d'Etats militaires dont celui du parti Baath en 1963 qui a établi le régime actuel. En 1970, Hafez Al-Assad, père de Bachar, s'empare du pouvoir par un putsch, se débarrasse de ses adversaires et établit une dictature sécuritaire verrouillée. À sa mort en 2000, la constitution du pays est modifiée afin que son fils lui succède. Après une courte période de libéralisation, surtout économique, Bachar rétablit un système autoritaire autour d'un clan familial et militaire, affairiste et corrompu.

Comment tout a commencé ? Comment en est-on arrivé là ?

Comme pour les autres révolutions du « Printemps arabe » au début de l'année 2011, la contagion contestataire a atteint la Syrie en mars dans la foulée de la Tunisie, l'Egypte, la Libye, le Bahreïn et le Yémen. Les Syriens s'étaient enthousiasmés pour le renversement des dictatures de Ben Ali puis de Moubarak. Comme les autres peuples arabes, ils ont voulu manifester leur aspiration au changement, pour réclamer « liberté, justice et dignité », selon les premiers mots d'ordre de la révolution syrienne.

Pourquoi les Syriens sont-ils descendus dans la rue ?

Les Syriens avaient des raisons légitimes de se révolter contre un système de gouvernement tyrannique et corrompu qui s'imposait à eux depuis plus de 40 ans. Pour comparaison, lorsque le Parti Ba'ath prenait le pouvoir en Syrie pour ne plus le quitter, la France était présidée par le

général De Gaulle ! Le temps démocratique a permis de nombreuses évolutions en France depuis. Pas en Syrie. Arrive ainsi un moment où l'exaspération populaire dépasse la peur. En 2011, cette exaspération est à son comble. L'embellie économique tant vantée par le pouvoir – et largement exagérée dans les chiffres – n'a profité qu'à une bourgeoisie des villes proche du régime. Son train de vie était scandaleusement affiché. La corruption était généralisée, alors qu'une grande partie des Syriens vivaient dans la pauvreté. La libéralisation des années 80 a été incapable de favoriser l'activité économique privée ni de stimuler l'emploi. Résultat : une augmentation des chômeurs et laissés pour compte. Beaucoup de jeunes, dont un nombre important de diplômés, ne se voyaient aucun avenir. A cela s'ajoutait un maillage sécuritaire étouffant qui privait la population de droits et empêchait toute initiative. La sécheresse de 2006 à 2010 a enfin provoqué une montée des prix et poussé 1,5 millions de personnes à rejoindre les périphéries des villes. Les conditions étaient réunies pour une explosion sociale. Il fallait une étincelle.

Qu'est-ce qui a mis le feu aux poudres ?

En mars 2011, de jeunes collégiens, des adolescents dont l'âge est celui de la transgression, écrivent par jeu sur les murs de Deraa dans le sud du pays le slogan scandé dans toutes les rues arabes : « Le peuple veut la chute du régime ». Ils sont arrêtés par les services de sécurité et torturés. À la suite de cet acte, les manifestations s'étendent par capillarité dans tout le pays. Des centaines de milliers de manifestants pacifiques réclament la démocratie et la fin de la corruption. Les forces du régime répondent systématiquement en tirant sur la foule, faisant des morts et des blessés. Dans le même temps, des centaines de jeunes activistes et autres civils sont arrêtés et disparaissent dans les prisons du régime. La répression chaque jour plus féroce, provoque de nouvelles protestations et demandes de réformes. Le cycle manifestation/répression se poursuit pendant des mois. A la fin de l'année 2011, l'ONU dénombre déjà 5000 morts.

Les contestataires ont pris les armes.

N'était-ce pas une folie ?

La « militarisation » de la révolution est un tournant très controversé, y compris parmi les opposants syriens. Elle commence simplement dans une logique de défense : il s'agit de protéger les manifestants des balles du régime. Des civils prennent les armes pour défendre leurs quartiers et villages contre les exactions de l'armée et des forces de sécurité. Parallèlement, des soldats de l'armée refusent de tirer sur leurs concitoyens. Certains sont exécutés par leurs supérieurs tandis que les autres n'ont d'autre choix que de désertre. Le 31 juillet 2011, un communiqué d'officiers déserteurs, réfugiés en Turquie, annonce la création de l'Armée Syrienne Libre et appelle d'autres militaires à la rejoindre. Elle dispose d'armes légères que les soldats ont emportées avec eux et n'a pour but que de défendre les manifestants. La répression de l'armée syrienne passe alors du fusil au canon. En février 2012, l'investissement direct de l'armée dans les villes fait franchir au conflit un seuil supplémentaire dans la militarisation.

Ce n'était donc plus une révolution mais une guerre civile ?

Cette question fait débat. Tout dépend des définitions auxquels on se réfère. Quand un mouvement populaire veut mettre un terme à une dictature, en renversant une dynastie au pouvoir depuis plus de 40 ans, si ce n'est pas une révolution, ce mot n'a plus de sens. Certains disent que cette révolution a évolué en « insurrection armée ». D'autres considèrent que dès lors qu'une confrontation armée a lieu entre des forces d'un même pays sur un même territoire, il faut parler de « guerre civile ». Les combats entre Syriens se multiplient en effet avec l'augmentation du nombre de déserteurs ou de civils ayant pris les armes. Il s'agit de combats asymétriques entre la puissante armée régulière avec ses chars, ses canons et son aviation et des combattants rebelles armés de fusils mitrailleurs et parfois de lance-roquettes. Pour d'autres enfin, la crise syrienne est devenue, du fait des actions du régime et de ses alliés, une « guerre contre les civils ».

N'y a-t-il pas aussi une dimension

communautaire ?

Elle existe effectivement du fait que la famille Assad appartient à la communauté alaouite, qui compte environ 10 % de la population syrienne mais est fortement représentée dans l'armée et les services de sécurité. Le démographe [Youssef Courbage](#) parle de « minorité démographique politiquement dominante ».

La majorité sunnite de la population (72 %) accepte mal la domination politique et militaire d'une communauté minoritaire, qui lui dénie l'accès à tout poste de responsabilité.

Certes, les alaouites n'étant pas dans le cercle du pouvoir des Assad ou osant critiquer ce dernier souffrent de la même coercition que les autres communautés. De même, le régime a tenté de coopter des personnalités sunnites ou chrétiennes. Mais cette dimension de confrontation communautaire a été exacerbée par le conflit et par le jeu des alliances régionales (*voir ci-dessous*).

Comment le gouvernement a-t-il perdu le contrôle d'une partie du territoire ?

Avec, la généralisation de la révolte à travers le pays et les défections dans l'armée, le régime n'a plus suffisamment de troupes pour s'imposer partout. La priorité pour lui est donc d'empêcher l'insurrection d'atteindre les grandes villes, par un fort maillage sécuritaire. Ainsi, à Damas, les premières manifestations sont appelées « *manifestations volantes* », car elles s'évaporent avant que la répression ne prenne place. Echappent au contrôle du régime des zones rurales et péri-urbaines où des groupes armés rebelles se sont formés localement. Un grand tournant intervient à l'été 2012, quand les brigades de l'Armée Syrienne Libre, s'emparent d'une grande partie des quartiers populaires d'Alep, deuxième ville et capitale économique du pays. L'armée régulière cède sous la pression de l'offensive rebelle et se retire aussi de larges portions du nord-ouest du pays, autour d'Alep et d'Idlib. La prise de plusieurs postes frontières avec la Turquie par l'ASL permet l'accès plus facile des hommes et des armes aux

rebelles, mais aussi l'arrivée de premiers combattants étrangers. Les zones dites « libérées » du contrôle du régime sont administrées par les populations locales qui créent des « Conseils civils » pour gérer les affaires quotidiennes. Elles sont quotidiennement bombardées par l'aviation du régime, provoquant la destruction et surtout le départ de dizaines de milliers de réfugiés.

On est bien loin du mouvement de 2011 !

Oui et non. Oui car sur le terrain militaire, l'ASL qui représente le mieux le soulèvement de 2011 a perdu beaucoup de terrain, les autres mouvements de la rébellion n'adoptent guère le langage démocratique, certains pas du tout. Non, car les idéaux de 2011 et une partie de ceux qui les portaient sont encore là. Ils sont encore nombreux les combattants qui veulent renverser la dictature afin de permettre aux Syriens de déterminer eux-mêmes quel gouvernement ils veulent pour leur pays. La société civile reste présente par des projets divers d'organisation et de résistance dans les zones tenues par la rébellion. Les jeunes et moins jeunes actifs dans la contestation en 2011 se sont investis dans ces projets, du moins ceux qui sont restés car beaucoup ont quitté le pays du fait de la répression qui les visait particulièrement. Un grand nombre d'entre eux ont été arrêtés, emprisonnés, torturés ou exécutés.

bbc.com – [Syria: The story of the conflict](#)

Sur le terrain militaire : Qui se bat contre qui ? Qui contrôle quoi ?

Les 4 principales forces sur le terrain

Aux deux acteurs initiaux de ce conflit, le régime et l'opposition, se sont ajoutés progressivement et avec leur propre agenda, Daech et les forces kurdes.

1 – Les forces gouvernementales, loyalistes au régime de Bachar Al-Assad comprennent aujourd'hui, outre l'armée régulière, des milices et d'autres groupes armés étrangers. En érosion remarquable, elles ne contrôlent plus qu'un petit tiers du territoire syrien, essentiellement à l'ouest du pays, depuis la capitale Damas jusqu'à Lattaquieh, comprenant toute la zone côtière et les villes principales de Homs, Hama et une moitié d'Alep. Il s'agit, de l'essentiel de ce que certains appellent « La Syrie utile », permettant au régime une certaine continuité territoriale. Les services de l'Etat continuent de fonctionner presque normalement dans cette zone où la population est épargnée par les bombardements puisque les forces d'opposition n'ont ni les moyens ni la volonté de les bombarder. Les troupes pro-régime combattent les différentes forces rebelles sur le terrain mais surtout par les airs, où elles disposent d'une suprématie décisive. Leurs hélicoptères larguent quotidiennement des barils explosifs sur les zones rebelles, faisant des dizaines de victimes civiles. L'armée du régime dit se battre également contre Daech, mais en réalité très tardivement, bien moins fréquemment et avec moins de détermination et d'efficacité que contre les insurgés syriens.

2 – L'opposition armée syrienne, appelée au début « Armée syrienne libre » (ASL), dite aussi « rébellion » ou « insurgés », n'a jamais réussi à se constituer en une force coordonnée et centralisée. Elle est composée de différents groupes et brigades locales, formés au départ par des civils qui ont pris les armes. Fortement dépendante de l'aide extérieure pour son financement et son équipement, elle a été dominée petit à petit par les islamistes plus ou moins radicaux. Les fonds des gouvernements mais aussi de sponsors privés des pays du Golfe ont largement contribué à cette islamisation. Des brigades se sont formées, la plupart du temps sans conviction, avec une dénomination islamique leur permettant d'avoir accès à cette manne. Disposant de peu de moyens, l'ASL perd des combattants qui rejoignent les brigades islamistes qui peuvent les armer et leur donner une solde pour faire vivre leur famille. L'ASL a attendu en vain une aide des pays occidentaux qui aurait empêché en partie ce mouvement d'islamisation des combattants.

Après avoir contrôlé la plus grande partie du pays jusqu'en 2014, l'opposition armée n'a cessé de reculer depuis l'intervention russe à l'automne 2015. Après la perte de la moitié est d'Alep fin 2016, elle est essentiellement présente dans la région d'Idlib au nord-ouest de la Syrie le long de la frontière avec la Turquie. Elle continue de contrôler certaines parties dans la périphérie de Damas, la capitale, de Hama, de

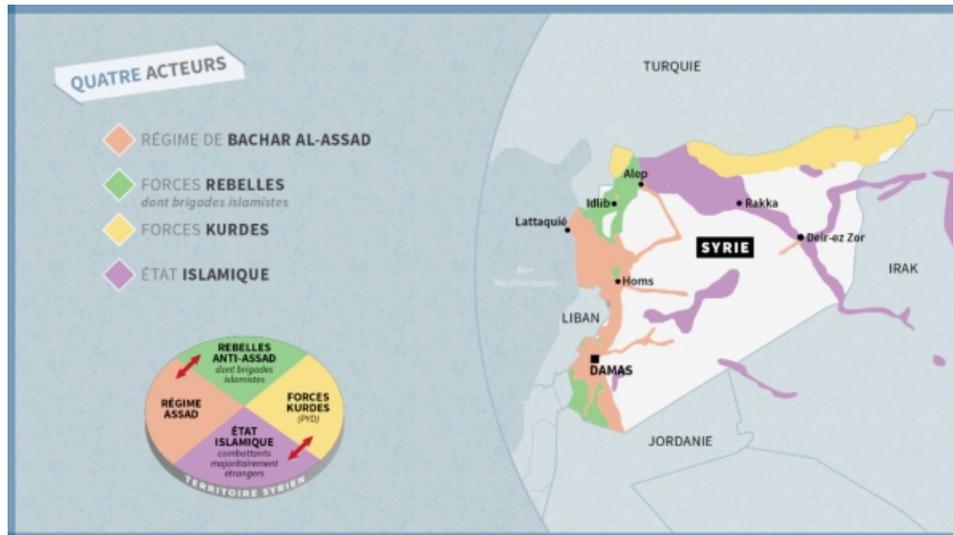
Lattaquié et de Deraa au Sud. Ces zones régulièrement bombardées par l'armée du régime sont particulièrement visées depuis septembre 2015 par l'aviation russe, poussant une grande partie de leur population à fuir, à l'intérieur ou à l'extérieur du pays.

3 – L'Etat islamique ou *Daech* (selon son acronyme arabe), apparu sur le terrain à partir du printemps 2013, la redoutable formation jihadiste est composée à 80% de non Syriens, des extrémistes venus du monde entier. Elle a un tout autre agenda que l'opposition syrienne au régime de Bachar Al-Assad. Elle a proclamé en juin 2014 un « Califat » sur une grande partie du territoire syrien et irakien et contrôle toute la moitié orientale de la Syrie le long de la frontière avec l'Irak, berceau et base du mouvement. Elle s'est imposée par la force et la terreur, chassant les formations rebelles syriennes, notamment à Raqqa, sa capitale syrienne, soumettant la population locale à sa loi et commettant des atrocités. Attaquée depuis l'été 2014, par les raids aériens d'une coalition internationale menée par les Etats-Unis, puis depuis l'automne 2015 par les aviations russe, française, britannique, la formation jihadiste se trouve sur la défensive. Elle s'est projetée dès lors à travers le monde revendiquant des actions terroristes sanglantes et spectaculaires, notamment en France, mais aussi en Tunisie, en Egypte, etc... (*voir ci-dessous*)

4 – Les forces kurdes syriennes, contrôlent la zone nord-ouest frontalière de la Turquie majoritairement peuplée de Kurdes syriens. Leurs forces militaires sont composées de combattants locaux, appartenant au PYD, branche syrienne du PKK kurde de Turquie, d'origine communiste. Le retrait du régime des enclaves kurdes à l'été 2012 – les 3 cantons que sont Qamischli, Kobané, Afrin – a profité au PYD. Ces forces kurdes luttent pour reconquérir leur territoire et pour l'autonomie, et ne sont pas considérées comme opposantes au régime syrien. Cette carte est d'ailleurs utilisée par le régime pour affaiblir le CNK (Conseil national kurde), agissant de concert avec l'opposition syrienne réunie au sein de la Coalition nationale syrienne. D'ailleurs, lors de la conférence de l'opposition qui s'est tenue à Riyad le 10 décembre 2015, la Coalition nationale syrienne s'est opposée à la présence du PYD estimant que son attitude était ambiguë et faisant valoir qu'il ne combattait pas le régime mais s'était au contraire opposé aux groupes rebelles. Avec l'évolution du conflit, les Kurdes se sont retrouvés en première ligne pour lutter contre l'EI au Nord de la Syrie. Ils ont mené la grande bataille pour défendre et reconquérir la ville de Kobané. Une action rendue possible surtout grâce aux raids de l'aviation

de la coalition internationale luttant contre Daech et aux livraisons d'armes, au grand dam d'Ankara. En juin 2015, les forces kurdes et des brigades de l'ASL ont réussi à évincer les hommes de l'Etat islamique de la ville et de la région de Tall Abyad, frontalière de la Turquie.

orientxxi.info – [Affaiblissement de tous les protagonistes du conflit syrien](#)



Source : « Comprendre la situation syrienne en 5 minutes », Le Monde, octobre 2015

Sur l'échiquier politique : mieux comprendre les camps qui se disputent la Syrie

Chacun des trois principaux acteurs – régime, opposition, Daech – prétend à une victoire totale et donc à la défaite totale des deux autres. C'est l'explication principale de la durée du conflit en Syrie.

1. Le régime de Damas

Bachar Al-Assad un dirigeant moderne, laïc et protecteur des minorités en Orient ?

Bachar Al-Assad succède à son père en 2000, faisant ainsi de la Syrie, avec la Corée du Nord, le seul cas de république héréditaire. On parle de « répubmonarchie ». Médecin, il porte un costume, il n'a pas de barbe, il parle anglais, bref il nous ressemble. Depuis son arrivée au pouvoir en effet, Bachar Al-Assad et sa femme offrent une image calculée à l'Occident : celle d'un couple moderne, occidentalisé (ils se sont rencontrés à Londres où il étudiait l'ophtalmologie), civilisé ! Il a fait de ses diverses apparitions médiatiques une véritable campagne de communication. Cette opération de séduction a fonctionné longtemps auprès des dirigeants et des opinions publiques occidentales. Quant à sa « laïcité », c'est considérer que la laïcité n'a pas besoin d'être démocratique. Comme son père avant lui, Bachar Al-Assad a compris le bénéfice qu'il pouvait tirer de la montée de l'islamisme en se présentant comme un rempart. Il a par ailleurs instrumentalisé les minorités, prétendant que s'il interdit tout pluralisme politique, il protège une certaine pluralité religieuse et ethnique. Mais les différentes communautés syriennes n'ont pas attendu le régime des Assad pour vivre ensemble. De la même manière, les Assad ont perçu le potentiel de la cause palestinienne pour leur propre survie. Ils alimentent un discours de résistance, tout en n'hésitant pas à combattre féroce­ment les principaux acteurs palestiniens, au Liban dans les années 1980, et en Syrie pendant la révolution, notamment dans le camp de Yarmouk.

la-croix.com – [Le régime de Bachar Al Assad protège-t-il vraiment les chrétiens ?](#)

tempsreel.nouvelobs.com/rue89 – [Assad et Daesh unis contre les Palestiniens de Damas](#)

... Ou un dictateur, criminel de guerre ?

Le président syrien est responsable des violences commises par son armée, qui ont abouti à la destruction d'une grande partie de la Syrie, à la mort de centaines de milliers de civils et au déplacement de millions de Syriens hors du pays et à l'intérieur. Par ailleurs, la liste des exactions et des crimes commis par les forces armées du régime contre la population syrienne n'a cessé de s'allonger depuis le début du conflit. L'utilisation massive d'armes interdites même en temps de guerre contre la population civile, y compris par le gaz comme lors des attaques chimiques dans les environs de Damas l'été 2013, les disparitions forcées ou les tortures à mort des prisonniers par milliers, sont les exemples les plus flagrants. Comme Staline avant lui, Bachar Al-Assad organise également l'extermination par la faim, en assiégeant les villes

qui lui résistent. Les crimes de guerre établis et documentés par plusieurs organisations internationales des droits de l'Homme à la crédibilité reconnue et instruits par des procureurs internationaux, rendent Bachar Al-Assad justiciable auprès de la Cour pénale internationale.

– Rapport César :

diplomatie.gouv.fr – [La torture dans les centres de détention du régime syrien](#)

– Rapports Human Rights Watch et Amnesty :

hrw.org – [Rapport mondial 2015 : Syrie](#)
amnesty.org – [Syrie | Amnesty International](#)

Que veut le régime de Bachar Al-Assad ?

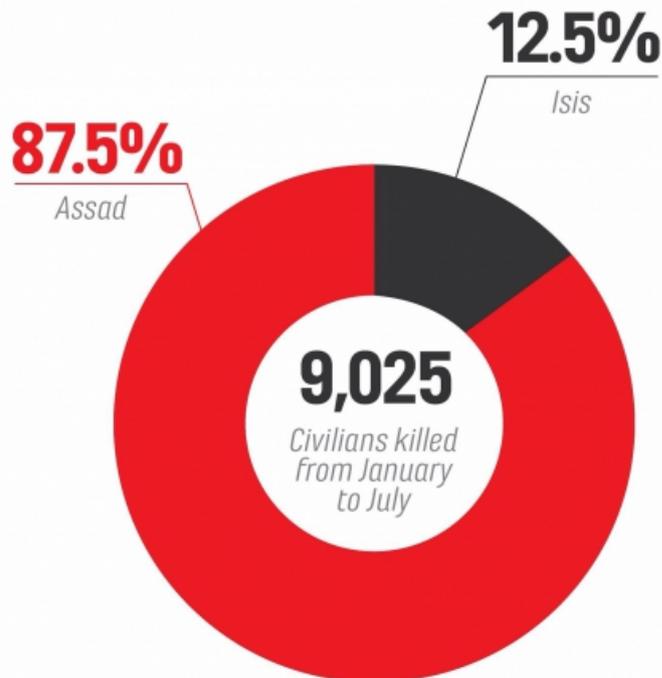
Garder tout le pouvoir à tout prix est la position constante du régime syrien depuis le début de la crise en 2011. Reposant depuis 40 ans sur un système sécuritaire verrouillé et la domination d'un clan familial accaparant les ressources politiques et économiques du pays, le régime de Bachar Al-Assad ne veut rien céder. Il a opposé une fin de non-recevoir aux réformes réclamées par la population au début de la révolution en répondant par une répression féroce et systématique. Qualifiant tous les opposants de « terroristes », il s'est permis l'emploi de tous les moyens pour combattre les contestataires, et en particulier les opposants démocrates, qu'il craint le plus. Le régime continue jusqu'aujourd'hui de rejeter tout compromis politique (*voir ci-dessous*).

Comment tient-il bon depuis cinq ans ?

Nous l'avons vu, l'escalade de la répression armée est la première clé de la survie du régime qui n'a reculé devant rien. Parallèlement, le régime a mobilisé les craintes communautaires, lui permettant de resserrer autour de lui en particulier les Alaouites, otages car inquiets pour leur avenir, et d'attiser le tourment des puissances occidentales sur le sort des chrétiens dans une Syrie après-Assad. Mais le facteur déterminant a été le soutien de ses principaux alliés, l'Iran et la Russie, qui l'ont fourni massivement en hommes, en armes et en matériel, intervenant même directement sur le terrain et le protégeant également sur le plan diplomatique à l'ONU (*voir ci-dessous*).

Le régime Assad peut-il retrouver une légitimité ?

Cela semble bien difficile compte tenu de tout ce que l'on vient de mentionner. Pour la plus grande partie de la population syrienne qui subit les conséquences des bombardements aveugles et qui a tout perdu, il est inacceptable d'être à nouveau gouvernée par ce régime.



In the first 6 months of 2015, the Syrian government **killed 7 times more** civilians than Isis.
Syrian Network for Human Rights: bit.ly/1JYnn8

Nombre de victimes civiles au premier semestre 2015

Source : The Syria Campaign, 2015.

2. L'opposition politique

On a l'impression que personne ne constitue une force alternative

La non-émergence d'une opposition syrienne politique cohérente et visible est un problème essentiel qui a contribué à prolonger le conflit. Majoritaires dans la population comme parmi les exilés, les Syriens qui réclament la chute du régime de Bachar Al-Assad n'ont pas réussi à constituer un front politique représentatif, cohérent et uni avec une

stratégie claire et réaliste. Cette grande faiblesse est d'abord le résultat de plus de 40 ans d'une dictature qui interdisait toute expression ou activité politique dans le pays. L'inexpérience et le manque de savoir faire des opposants syriens, tous profils et tendances confondus, se sont révélés d'autant plus handicapants que la complexité de la crise exige une habileté politique, diplomatique et stratégique exceptionnelle. Le manque de soutien de leurs alliés potentiels, face à la détermination de ceux du régime, a ajouté à ces difficultés.

L'opposition est divisée...

Cet argument est souvent brandi par le régime de Bachar Al-Assad, ses alliés et ses partisans pour minimiser ou décrédibiliser l'opposition. En effet, comme la Résistance française en 1940, elle inclut autant des jeunes manifestants de la première heure que des groupes et personnalités politiques en exil. Elle est composée d'une grande diversité de courants et de mouvements, allant des Frères musulmans aux démocrates laïcs en passant par les libéraux ou les communistes. On pourrait aussi arguer que cette opposition plurielle est une caractéristique de la démocratie. L'éclatement géographique et surtout les défis auxquels sont confrontés les opposants expliquent des divergences d'approche et les divisions. Mais tous sont mus par un objectif de court terme : une transition politique en Syrie.

...et sous influence étrangère

C'est la thèse du régime qui, dès les premiers jours de la révolte, crie au complot en accusant des « extrémistes terroristes à la solde de l'étranger ». Le gouvernement a beau dire que les pays du Golfe ou occidentaux étaient derrière les manifestants, nul besoin d'étrangers : l'explosion, on l'a vu, avait des raisons internes. Avec la militarisation du conflit, des armes commencent à venir de l'étranger, d'abord à travers la frontière libanaise puis par la Turquie. Le soutien financier aux groupes insurgés prend de l'ampleur à partir de 2012, avec des fonds privés syriens ou arabes, puis avec l'arrivée de fonds privés des milieux intégristes des pays du Golfe. L'opposition s'est retrouvée de plus en plus dépendante de ces pays parce qu'elle a été lâchée par le reste du monde. Le groupement des « Amis du peuple syrien », qui comprend plus d'une centaine de pays arabes, occidentaux et autres n'a cessé de faillir à ses engagements. Ses promesses d'aide politique, militaire et même humanitaire n'ont souvent pas été tenues.

Les principales composantes de l'opposition :

- **Un groupement formel : La Coalition nationale** des forces de la révolution et de l'opposition syrienne, créée en novembre 2012 réunit une grande partie des mouvements et personnalités d'opposition. Toutes les régions syriennes, communautés et courants politiques y sont représentés. Son objectif affiché est « le renversement du régime Assad pour fonder une Syrie civile et démocratique ». Elle est reconnue comme légitime et comme le principal représentant de l'opposition syrienne par plusieurs pays arabes et occidentaux, ainsi que par l'ONU.
- **Le gouvernement provisoire** : mis en place par la Coalition, il gère depuis 2014 les affaires des populations syriennes dans les territoires non contrôlés par le régime et en exil, surtout pour la Santé et l'Education. Ses ministères et services sont basés en Turquie.
- **D'autres petites formations** qui ne font pas partie de la Coalition représentent des tendances diverses. La plus importante d'entre elles est le Comité de coordination nationale, divisé entre l'intérieur et l'extérieur de la Syrie et qui regroupe des intellectuels dont certains ont été arrêtés par le régime. Plusieurs autres personnalités influentes, des intellectuels ou des notables ont créé des partis ou mouvements minoritaires dans l'opposition.
- **Le « Haut Comité pour les négociations », un nouveau regroupement** s'est constitué en décembre 2015 lors d'une réunion à Riyad en Arabie Saoudite, en préparation des négociations de paix prévues sous l'égide de l'ONU. Il rassemble une centaine de délégués, représentant l'ensemble des formations et groupes mentionnés ci-dessus, des forces armées combattant sur le terrain, ainsi que des personnalités indépendantes de l'opposition. Un accord a été trouvé entre tous sur une plateforme pour entamer les négociations avec les représentants du régime en vue d'une transition politique fondée sur les termes des accords de Vienne (voir-ci-dessous). Le communiqué final affirme que les participants « sont prêts à entrer dans des négociations avec des représentants du régime sur la base de la déclaration de Genève 1 », c'est-à-dire sur le principe d'une transition politique. Le départ du président syrien n'est plus posé en préalable même s'il est noté qu'il devra intervenir au début de la transition.

bbc.com – [Guide to the Syrian opposition](#)

Par ailleurs, tout un peuple dans la résistance

L'écrasante majorité des Syriens mobilisés pour un changement démocratique en Syrie en remplacement de la dictature de Bachar Al-Assad n'est évidemment pas dans des structures politiques de l'opposition. Certains sont passifs mais d'autres agissent dans des cadres divers sur le terrain, auprès de la population, pour exprimer leur vision d'une autre Syrie.

Les organisations de la société civile : il en existe des milliers à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, de tailles et de compétences différentes. Les organisations médicales créées par des médecins syriens expatriés font un travail colossal dans des conditions souvent dramatiques pour soigner les blessés et même prendre en charge la santé publique dans les zones hors du contrôle du gouvernement. Des groupes de jeunes et de femmes se sont organisés pour intervenir dans le domaine humanitaire et de plus en plus dans l'éducation, ainsi que pour créer des micro-projets pour faire vivre des familles à court de revenus. Toutes ces structures informelles témoignent de la vitalité et de la résilience de la société civile syrienne.

Les Casques blancs syriens : un exemple de prise en charge pacifique de leur destin par les Syriens. Cette organisation de défense civile, née en réponse aux bombardements et notamment à l'usage de barils d'explosifs par le régime, extrait les victimes des décombres et leur prodigue les premiers secours. Constituée d'abord à Idlib, cette organisation est présente aujourd'hui sur 117 sites. Ses membres ont sauvé 35 000 blessés, souvent au péril de leur vie puisque 106 casques blancs ont été tués depuis leur création.

Les Conseils locaux : Dans la plupart des quartiers ou des villages des zones contrôlées par l'opposition, les habitants ont mis en place des conseils civils pour gérer la vie quotidienne : les services municipaux, la justice, la santé, la distribution de l'aide. Certains d'entre eux ont inauguré des pratiques démocratiques inconnues dans la Syrie des Assad, en organisant des élections et un système de prise de décision collégial.

Les intellectuels : il est important de souligner que les forces vives du pays, la jeunesse, les intellectuels, les écrivains, les artistes, les musiciens, les cinéastes, etc, tout ce qui fait la créativité d'un pays et sa promesse d'avenir, sont majoritairement pour la contestation. Ils

expriment leur créativité et leurs opinions à travers leurs œuvres littéraires ou artistiques qui connaissent un développement formidable depuis le début de la révolution. Une grande partie de ces intellectuels a dû quitter le pays du fait de la répression. La France a d'ailleurs accueilli un certain nombre d'entre eux.

3. L'apparition et le développement de Daech

Daech, acronyme arabe de l'État Islamique en Irak et au Levant, est issu de l'État islamique en Irak né en 2006 dans les suites de l'intervention américaine en Irak de 2003. Il est alors le représentant d'Al-Qaïda en Mésopotamie. En avril 2013, son chef irakien, Al-Baghdadi annonce, un peu trop précipitamment, la fusion du Front Al-Nosra et de sa formation pour constituer l'État Islamique en Irak et au Levant. Dès le lendemain, Al-Nosra dément cette fusion et confirme son allégeance à Al-Qaïda, tandis que le groupe d'Al-Baghdadi s'en détache. Les deux groupes djihadistes sont désormais concurrents et s'affrontent parfois directement.

Le mois suivant, l'EI prend le contrôle de Raqqa, première grande ville syrienne « libérée » par l'opposition armée au régime. Il apparaît alors nettement que ce groupe a un tout autre agenda que la lutte contre le régime Assad. Il est de plus majoritairement composé de non-syriens (au moins 75 % de ses combattants viennent de l'étranger). Aussitôt rejeté par la population locale, en raison de son idéologie et de ses méthodes brutales, il s'impose par la force et la terreur.

En janvier 2014, les rebelles parviennent à chasser l'EI qui s'était implanté dans les régions d'Alep et d'Idlib, au nord-ouest de la Syrie. La formation jihadiste regroupe ses troupes alors à Raqqa, éliminant les autres forces de l'opposition dans la ville et sa région.

En juin 2014, l'EI lance une offensive fulgurante prenant de larges pans de territoire en Syrie et en Irak, dont Mossoul, deuxième ville du pays. Il rencontre peu de résistance de la part de l'armée irakienne et les djihadistes font main basse sur un équipement militaire important et moderne dont les Américains avaient doté une armée irakienne aux soldats mal formés et surtout peu motivés. Daech s'empare aussi du trésor des banques de Mossoul et sur les puits de pétrole de la région.

Le voilà désormais équipé d'un matériel militaire performant, d'une masse d'argent et de ressources. Au cours de cette même offensive de juin, il occupe les territoires syriens le long de la frontière avec l'Irak, en particulier la région pétrolière de Deir-ez-Zor. Ainsi doté, il peut proclamer le 29 juin le rétablissement du « Califat ». Il demande aux musulmans du monde entier de lui prêter allégeance. Raqqa devient la capitale d'un territoire à cheval entre la Syrie et l'Irak grand comme le Royaume-Uni. L'EI soumet les populations des zones qu'elle contrôle à ses lois par la terreur et les exactions. Un grand nombre de Syriens de ces régions fuient leurs villes et se réfugient surtout au sud de la Turquie.

En août 2014, devant le risque de voir tomber Bagdad, une coalition dirigée par les États-Unis dont fait partie la France intervient en bombardant les positions du groupe en Irak et également en Syrie à partir du 23 septembre. Cette stratégie militaire parvient certes à endiguer le phénomène. En 2015, Daech perd une partie de son territoire mais cela ne l'empêche pas en mai de cette année, de mener une offensive foudroyante contre la ville de Palmyre sans être empêché sur sa route par le moindre bombardement du régime ou de la coalition internationale. Il entre même dans la ville sans rencontrer de résistance de la part des forces du régime. Et pour cause, celles-ci avaient déjà quitté la cité historique. Palmyre était pratiquement « ville ouverte ». L'histoire étrange de la prise sans heurts de Palmyre par Daech reste à écrire. La ville sera reprise aux djihadistes en mars 2016 grâce à une offensive russe où les forces du régime, exsangues, n'ont eu qu'un rôle limité.

En Irak, le 17 octobre 2016, une importante bataille contre Daech, pour reprendre Mossoul est engagée. Les forces irakiennes entraînés par la coalition sont mises en avant. Les avions de la coalition participent à la bataille. Début novembre, les villages entourant la ville sont libérés. Début février, Mossoul Ouest est reprise mais la progression dans la vieille ville est lente et difficile. L'Europe, avec en tête la France, insiste pour que la campagne inclue aussi la libération de Raqqa en Syrie afin de couper la route aux djihadistes fuyant Mossoul. Cette campagne sera soutenue au sol par des rebelles et des Kurdes au sein d'une force arabo-kurde : les Forces Démocratiques Syriennes (FDS), formées de combattants liés au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et d'une minorité de groupes rebelles arabes. L'annonce de cette bataille devant mobiliser 30 000 hommes est faite le 6 novembre. Donald Trump avait annoncé, au lendemain de son élection, sa volonté de reprendre Raqqa en s'appuyant sur les forces kurdes du PYD et leurs alliés arabes.

Cette bataille se déroule elle aussi sous le couvert des bombardements de la coalition. Celle-ci a commis plusieurs erreurs de tirs tuant des civils ainsi que des combattants des FDS. Des combats ont fait rage autour du barrage de Tabqa sur l'Euphrate. La coalition a bombardé ses abords faisant craindre un désastre car si le barrage devait céder, la vallée de l'Euphrate où vivent des dizaines de milliers de personnes serait inondée. Le 24 avril 2017, les forces arabo-kurdes, accompagnées par plusieurs raids de la coalition, entrent à Tabqa qui se trouve à environ 55 km à l'ouest de Raqqa. Un point stratégique sur le chemin de la capitale de l'EI en Syrie. Les djihadistes sont maintenant acculés.

Mais dans le cas de Mossoul comme celui de Raqqa, la question de la stratégie politique, soit celle l'après Daech, n'est toujours pas posée. Qui occupera les territoires dont on aura chassé l'État islamique?

La question de la solution politique est d'autant plus cruciale que l'État islamique envoie des hommes commettre des attentats en Europe. La France est particulièrement frappée : plusieurs attaques entre le 7 et le 9 janvier 2015 à Paris et proche banlieue qui font 17 morts ; celles du 13 novembre 2015, qui font 130 morts ; celle de Nice le 14 juillet 2016 (86 morts) suivie d'une attaque le 26 juillet dans l'église de Saint-Etienne du Vouvray en Normandie où un prêtre a été égorgé ; ou encore l'assassinat d'un policier sur les champs Élysées en avril 2017. Toutes ces attaques ont été revendiquées par l'EI, sauf celle contre Charlie Hebdo qui a été revendiquée par la branche d'Al-Qaïda au Yémen. Daech revendiquera l'attentat à Bruxelles à l'aéroport et dans le métro qui fait 35 morts le 22 mars 2016 ainsi que l'attaque sur un marché de Noël à Berlin le 19 décembre provoquant la mort de 12 personnes. Le 1er janvier 2017, une fusillade dans une discothèque à Istanbul fera 39 morts. S'ajoutent des attaques sporadiques en réponse à l'appel lancé par Daech à tuer des mécréants avec tous les moyens possibles, pierre, couteau... Les États-Unis ne sont pas épargnés : tueries de San Bernardino (Californie, décembre 2015) et d'Orlando (Floride, juin 2016). Les cinq continents sont touchés car l'EI a progressivement étendu son champ de bataille. Elle dispose de groupes locaux très actifs.

Avec ces attentats, nous sommes toujours au cœur de la question syrienne. Car c'est bien en Syrie, à la faveur du chaos, que ce groupe, né en Irak, a pu se développer. Rappelons que le régime syrien a favorisé cette stratégie en libérant à plusieurs reprises durant l'année 2016 de nombreux islamistes qui avaient été emprisonnés par les

services de sécurité. Ces anciens prisonniers ont fondé plusieurs groupes islamistes radicaux et des groupes jihadistes comme Al-Nosra, dont certains membres ont ensuite rejoint les rangs de Daech. C'est encore en Syrie que se rendent de jeunes Européens séduits par la violence extrême et par l'idée du jihad. C'est à partir de la ville syrienne de Raqqa que l'EI a préparé son offensive sur Mossoul mais aussi ses attaques en Europe. Au fur et à mesure de son extension, il a pu obtenir les allégeances de divers groupes au Maghreb, notamment en Libye où le chaos sert les stratégies les plus violentes, ainsi qu'en Afrique. Une solution à la crise syrienne est le moyen le plus efficace de réduire la tension et de mettre en difficulté Daech.

4. Les Kurdes syriens

Les Kurdes ont longtemps été persécutés et discriminés par le régime syrien car n'étant pas Arabes. Sous Bachar Al-Assad, des explosions de colère ont eu lieu dans les régions kurdes comme à Qamichli en 2004. Elles ont été durement réprimées. C'est pourquoi, au début de la révolution, pour empêcher les Kurdes de rejoindre le mouvement d'insurrection, le régime leur a consenti des droits qu'il leur avait jusque-là refusés. Il s'est également débarrassé des opposants kurdes prêts à rallier la révolution, comme Mechaal Tamo, assassiné en octobre 2011. En conséquence, si une partie de la communauté kurde a rejoint la révolution, on a généralement assisté, dans les régions à forte population kurde, comme la Jézireh, à des accommodements avec le régime.

L'entrée en lice des Kurdes dans le conflit syrien commence vraiment avec la bataille de Kobané, où les YPG – émanation militaire du PYD, équivalent syrien du PKK turc – combattent Daech de manière spectaculaire (septembre 2014 – juin 2015) : la bataille de Kobané reçoit une forte couverture médiatique en Occident et renforce dans les opinions occidentales l'image positive des Kurdes. Son issue victorieuse a deux conséquences.

La première est de renforcer la détermination des Kurdes du PYD à constituer un État kurde (le « Rojava ») en Syrie, à la frontière avec la Turquie, réunissant ce qu'on nomme traditionnellement les trois « cantons » kurdes (Jézireh au nord-est, Kobané et Afrin, dans la région d'Alep). La seconde est de convaincre les Américains que les YPG sont indispensables à la lutte contre l'Organisation de l'État Islamique, alors

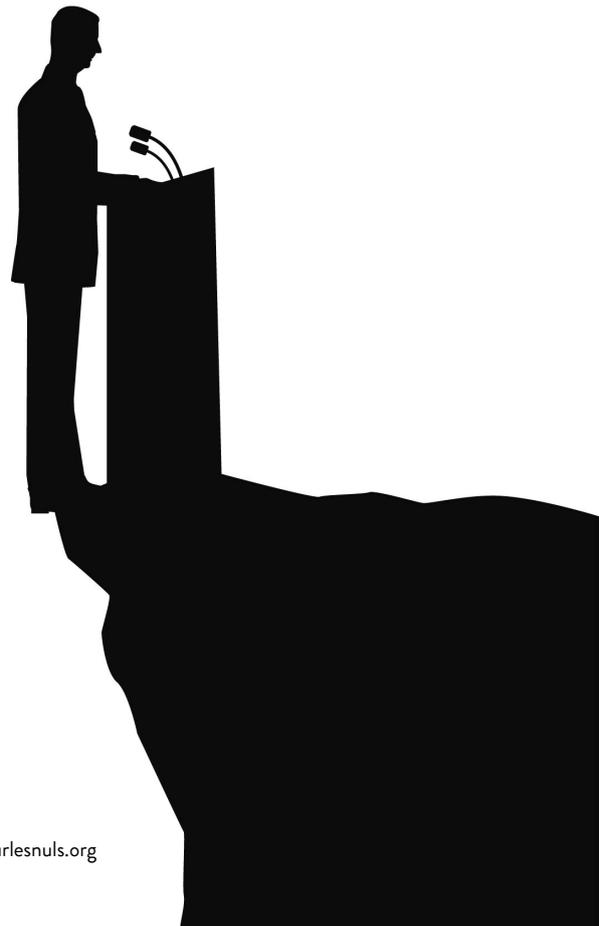
même que le PKK est considéré comme une organisation terroriste par Washington. Afin de reprendre à Daech les territoires conquis en Syrie, les Américains poussent à la constitution des FDS (Forces Démocratiques Syriennes), regroupant les YPG et des groupes armés arabes hostiles à Daech et au régime syrien. Ces FDS sont aujourd'hui au centre de la stratégie occidentale pour reprendre Raqqa, capitale syrienne de l'Organisation de l'État Islamique.

La place donnée aux Kurdes par les Américains n'est pas sans poser problème. On a vu ainsi, dans la région d'Alep des unités des YPG, armés par le Pentagone, combattre des groupes armés rebelles entraînés et armés par la CIA. Par ailleurs, la Turquie observe avec beaucoup d'inquiétude la montée en puissance des YPG, qui, pour Ankara, ne sont que le prolongement du PKK. Enfin, des factions kurdes proches du PKK sont accusées par les rebelles de faire le jeu du régime.

En novembre 2016, les forces kurdes du YPG, profitent de la situation de faiblesse des rebelles sous le feu du régime et des bombardements russes : elles prennent certains secteurs que les rebelles occupaient, notamment les quartiers d'Alep-Est. C'étaient pourtant des zones non traditionnellement kurdes. Ainsi, dans cette bataille d'Alep, les brigades du YPG se sont très clairement alliées au régime syrien et ses alliés contre les rebelles. La partie est de la ville aux mains des insurgés depuis août 2011 tombera à la mi-décembre.

En réalité, les rapports du PKK, ou PYD pour son aile syrienne, avec le régime syrien ont toujours été des plus ambigus. Protégé par Hafez Al-Assad, le mouvement d'Abdullah Öcalan est finalement chassé de Syrie en 1998, suite à des menaces turques. Or les canaux de communication n'ont jamais été totalement rompus. Le PKK ou PYD est autorisé à revenir progressivement en Syrie à partir de l'été 2011 dans les territoires kurdes où il s'implante au besoin en utilisant la force. Les Kurdes, tentés de rejoindre la contestation du régime – certains se battaient dans les brigades combattantes rebelles – sont contraints de cesser toute activité anti-Assad. Une neutralité, à défaut d'une réelle coopération, est attendue vis-à-vis du régime syrien. Comme on l'a vu, dans la dernière bataille d'Alep, l'engagement des brigades militaires du PYD aux côtés du régime de Damas a été sans ambiguïté.

II. De la guerre civile à la confrontation régionale



Aux revendications initiales et légitimes des Syriens, se sont ajoutées les dimensions régionales et internationales d'un conflit qui dure.

Les pays voisins sont-ils déstabilisés par la situation syrienne ?

Oui, bien sûr en raison du nombre de réfugiés syriens* en Turquie (2 973 980), au Liban (1 011 366), en Jordanie (658 015), Irak (236 772) et dans une moindre mesure en Égypte (120 154). La situation est différente suivant les pays : la Turquie et la Jordanie ont organisé l'accueil dans des camps non loin de la frontière avec la Syrie** alors qu'au Liban, face au nombre grandissant de Syriens venant dans ce pays, les autorités de ce pays ont pris des mesures leur rendant très difficile l'accès. Si le Liban et la Jordanie adoptent une politique prudente, la Turquie a adopté une politique plus volontariste, parallèlement à un engagement très fort sur la crise syrienne. Les pays limitrophes de la Syrie ont pris en charge la masse des réfugiés avec des conséquences lourdes sur leurs sociétés et sur le plan économique alors que les pays européens ont largement fermé leurs portes, ne laissant passer les réfugiés qu'au compte-gouttes. Les pays de l'Union n'ont ainsi accepté le dossier que de 884 461 réfugiés entre mars 2011 et octobre 2016 et 14 265 seulement pour la France...

* Chiffres de l'[UNHCR](#) d'avril 2017

** Il faut cependant préciser qu'aujourd'hui la majorité des réfugiés syriens en Turquie vivent dans des villes et non dans les camps. Probablement, est-ce de plus en plus le cas aussi au Liban.

Qui sont les alliés du régime de Bachar Al-Assad ?

Le régime bénéficie depuis le début de la révolution du soutien

indéfectible de l'Iran sur les plans politique, financier, diplomatique et militaire car Téhéran ne veut absolument pas qu'un pouvoir sunnite, potentiellement soutenu par les pétromonarchies du Golfe et, plus particulièrement, l'Arabie saoudite, s'installe à Damas.

Pour l'Iran, il est important d'avoir cette continuité stratégique Téhéran-Bagdad-Damas-Hezbollah. C'est pour cela que l'on parle, en simplifiant, d'un « axe chiite » contre un « axe sunnite » formé de Riyad-Le Caire-Ankara sans oublier les pétromonarchies du Golfe.

Sur le terrain, la présence iranienne est composée de plusieurs centaines de conseillers, de paramilitaires ou encore de la force Al-Qods. En décembre 2013, après une montée en puissance en vue des négociations de Genève II, la présence iranienne en Syrie a été évaluée à 10 000 hommes (voir [cet article](#)). En 2015, des sources de sécurité syrienne ont révélé que 7 000 à 10 000 soldats de la seule brigade Al-Qods, avaient été déployés autour de Damas pour la protéger après la prise de Palmyre par l'EI.

Acteur de terrain, l'Iran ne devient que progressivement acteur diplomatique. Le tournant est l'accord sur le nucléaire iranien, signé le 14 juillet 2015. Tous les efforts de Washington étaient concentrés sur l'obtention de cet accord qui était une priorité pour Barack Obama. Certains observateurs considèrent même que le président américain a reculé en août 2013 lorsqu'il était question d'une intervention en Syrie après les attaques chimiques, pour ne pas entraver les discussions avec les Iraniens.

Jusqu'alors, les Iraniens avaient été marginalisés dans les premiers rounds de négociation pour une solution pacifique au conflit. L'embellie diplomatique du 14 juillet 2015 a réintroduit l'Iran dans la partie. Cette association était nécessaire ; il n'est pas sûr qu'elle soit suffisante.

[« Les djihadistes chiites, l'autre menace pour l'avenir de la Syrie et des Syriens \(3/3\) »](#)

Outre les forces iraniennes, de nombreuses milices chiites étrangères (irakiennes, libanaises, afghanes, pakistanaises...) sont venues combattre en Syrie pour le compte du régime. Le Hezbollah chiite libanais que soutient Téhéran est partie prenante au conflit aux côtés des forces d'Assad. Le 5 juin 2013, il entre officiellement sur le territoire syrien et il reprend la ville frontalière de Qusayr aux insurgés, évitant au régime une

défaite qui aurait pu constituer un prélude à son effondrement. Les troupes du Hezbollah libanais en Syrie comptent 5 à 8 000 combattants environ. Le régime syrien peut aussi compter sur les milices irakiennes chiites (environ 80), qui compteraient entre 20 et 25 000 combattants. La liste continue (voir la synthèse de [Jean-Pierre Perrin](#)).

Ces forces viennent soutenir une armée exsangue, avec parfois des dissensions sur les objectifs militaires ou sur la stratégie à adopter. Elles ont dans tous les cas permis à plusieurs reprises au régime d'éviter l'effondrement. Elles ont été en première ligne pour la reprise d'Alep en décembre «[Ces milices étrangères qui reconquièrent la Syrie pour Bachar el-Assad](#)»)

Quels pays soutiennent l'opposition?

La Turquie est un acteur majeur du conflit syrien. D'abord pour une raison géographique puisqu'elle partage 900 kilomètres de frontière avec la Syrie. C'est la première terre d'accueil des réfugiés syriens qui ont fui les bombardements tout au long des années de conflit. Cette frontière est aussi le point de passage obligé pour l'approvisionnement de tout le nord syrien en marchandises et en aides médicales et humanitaires, mais aussi en armes pour les groupes combattants. Le sud de la Turquie est la base arrière tant des organisations internationales humanitaires qui travaillent pour la Syrie que de l'opposition politique et militaire syrienne. On a par ailleurs reproché au gouvernement turc une attitude pour le moins laxiste vis-à-vis des jihadistes, laissant entrer troupes et armes en Syrie.

La Turquie a été aussi un acteur politique de premier plan aux diverses étapes du conflit syrien. Lors de la répression des manifestations par le régime syrien en mars 2011, elle a tenté de mener une médiation pour convaincre Bachar Al-Assad de conduire les quelques réformes demandées par les manifestants. Face à son refus et à la persistance d'une politique de répression, les Turcs ont pris ouvertement position contre le régime et appuyé l'opposition, en accueillant ses premières réunions et toutes ses institutions et organisations.

Membre de l'OTAN et proche des pays arabes du Golfe, la Turquie a longtemps plaidé pour une implication occidentale plus affirmée en Syrie. Elle appelait notamment à l'instauration de zones d'exclusion aérienne

au nord de la Syrie pour protéger les populations des bombardements et contenir le flot des réfugiés. Mais sur ce point et d'autres, les désaccords entre la Turquie d'Erdogan, l'Union européenne et les États-Unis n'ont cessé de s'accroître.

La position turque a évolué à mesure que le régime d'Erdogan se raidissait. La tentative de coup d'État en juillet 2016 fait apparaître d'autres priorités chez le dirigeant turc, qui se rapproche sensiblement des Russes et modère son opposition au régime syrien. L'entente avec la Russie de Poutine à l'été 2016 permet aux forces turques de mener une opération militaire pour chasser Daech de la frontière turco-syrienne. L'opération « Bouclier de l'Euphrate » menée par l'armée turque avec des groupes armés de l'opposition syrienne a permis de reprendre les villes de Jarablus puis d'Al-Bab au nord de la Syrie, éliminant totalement Daech de la région.

Cette opération de la Turquie visait dans le même temps à empêcher les Kurdes syriens de prendre la portion de territoire qui leur aurait permis de réaliser une continuité de leur territoire autonome le long de la frontière turco-syrienne. Le facteur kurde guide en effet la politique de la Turquie, qui craint que l'autonomisation d'un Kurdistan syrien ne réactive les tensions en Turquie même. Sur ce point, elle n'obtient aucune garantie non plus des Occidentaux.

Comme la Turquie, les pétromonarchies du Golfe ont rapidement pris position contre le régime syrien et soutenu l'opposition qui cherchait à le renverser. Mais il s'agissait davantage pour eux de gagner en influence régionale, notamment face à l'adversaire iranien, que d'un appui aux revendications démocratiques de la révolution syrienne.

L'aide politique, diplomatique, financière, militaire et humanitaire de ces pays arabes a été vitale pour l'opposition et pour la population syriennes tout au long de ces années de conflit. Elle a manqué toutefois de coordination et de cohérence en raison des rivalités entre les différents pays qui avaient leurs propres agendas.

Ainsi, l'Arabie Saoudite et le Qatar, les plus engagés aux côtés de l'opposition, ont joué chacun leur propre partition, provoquant souvent des divisions. Avec l'ambition de s'imposer comme le véritable parrain de l'opposition syrienne, le Qatar a privilégié les groupes politiques et militaires islamistes. L'Arabie Saoudite a joué un rôle politique plus affirmé depuis l'accession au pouvoir du roi Salman en 2015. Riyad a

organisé en décembre de cette année-là une réunion pour former une large plateforme de l'opposition politique et armée. Ainsi s'est constitué le Haut Comité des négociations qui mène depuis lors les pourparlers à Genève sous l'égide de l'ONU.

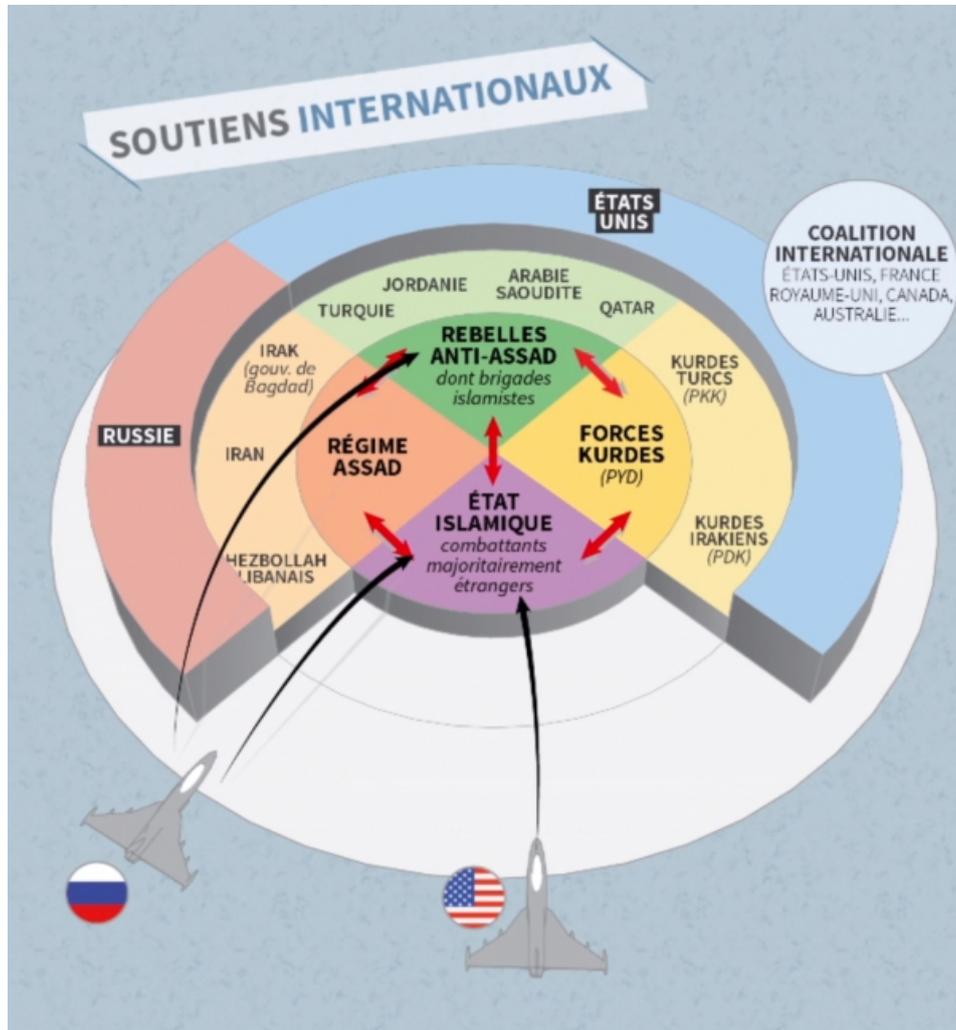
Comment Israël voit-il le conflit syrien ?

Israël suit bien évidemment avec une grande attention tout ce qui touche à son voisin syrien. Si son aviation a mené plusieurs raids aériens – 30/01/2013, 3 et 5/05, 5/07, 31/10 – contre des centres de recherche militaires près de Damas ou contre des convois du Hezbollah, Israël n'influe pas sur le conflit. Il est avant tout préoccupé par la présence de l'arsenal d'armes chimiques syrien et par le risque qu'il ne tombe entre les mains de groupes rebelles radicaux ou entre celles de la milice chiite libanaise. Le premier ministre Benjamin Netanyahu a d'ailleurs déclaré : « *Nous menons de temps en temps des opérations en Syrie afin d'éviter que ce pays ne se transforme en front contre nous* ». Les responsables israéliens sont partagés sur le devenir de la Syrie. Certains s'accommoderaient du maintien de Bachar Al-Assad au pouvoir car ils le connaissent et savent qu'ils peuvent compter sur lui pour contrôler la frontière (ce qu'il fait effectivement et malgré les discours depuis 1974), quand d'autres estiment que l'arrivée au pouvoir de jihadistes sunnites provoquerait un chaos profitable et affaiblirait leur ennemi, à savoir le Hezbollah.

III. De la confrontation régionale au conflit international...



En surimpression de ces rapports de force, se greffent enfin les agendas des puissances internationales, ajoutant encore à la complexité du conflit.



Source : « Comprendre la situation syrienne en 5 minutes », Le Monde, octobre 2015

Que fait la Russie ?

La Russie est un partenaire de la Syrie depuis les années 1950. En

pleine Guerre froide, un premier contrat d'armement a été signé par Moscou et Damas en 1956 et une forte coopération s'est mise en place sur les plans économique et politique. Lors de l'effondrement de l'URSS, le soutien russe a diminué, mais l'arrivée de Vladimir Poutine, désireux de réaffirmer la puissance russe au Moyen-Orient, a redonné de la vigueur aux relations entre les deux pays. Lors du déclenchement de la révolution en Syrie, Moscou soutient Bachar Al-Assad, son dernier allié dans la région et son principal client. Les vetos successifs opposés par la Russie au Conseil de Sécurité de l'ONU, contre toute condamnation ou action punitive contre le régime de Damas ont paralysé les initiatives internationales sur la Syrie. Profitant de l'inaction américaine, Moscou organise des réunions d' « opposants » acceptables par Damas pour tenter de trouver une solution politique mais elles sont sans lendemain en raison de l'absence de légitimité et de représentativité des personnalités qui se rendent dans la capitale russe.

L'émergence de groupes radicaux et de l'EI renforce et facilite le soutien russe au régime syrien, tant Moscou craint que les islamistes radicaux n'atteignent les républiques d'Asie centrale – le souvenir de la Tchétchénie est encore vivace. Montrant une certaine lassitude par rapport à Bachar Al-Assad, la Russie s'attache malgré tout à sa personne comme incarnant les restes d'un Etat qui est par ailleurs en déliquescence.

En septembre 2015, l'implication russe dans le conflit syrien franchit un nouveau seuil. Moscou devient belligérante et bombarde directement des cibles sur le terrain, officiellement dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. En réalité, elle s'est surtout attaquée aux groupes armés de l'opposition modérée, y compris ceux qui sont par ailleurs soutenus par les États-Unis. Elle a utilisé son aviation pour bombarder des zones civiles (Alep en particulier), n'hésitant pas à cibler les hôpitaux tout en niant le faire, et pour venir en appui au mouvement des troupes du régime et de ses supplétifs (Hezbollah, milices chiites irakiennes et Hazaras afghans). À côté de sa base ancienne de Tartous, elle a ouvert une base aérienne à Hmemim. Cet engagement croissant renforce considérablement Bachar Al-Assad – qui se trouvait en difficulté – mais ne parvient pas à lui assurer la victoire.

lejdd.fr – [Syrie : l'appel de détresse des humanitaires](#)

En modifiant le rapport de forces sur le terrain, les bombardements russes sont aussi un prélude à d'éventuelles discussions. Engranger

des victoires avant de revenir à la table des négociations doit permettre au régime syrien d'imposer ses conditions. Cela apparaît nettement lors des négociations de Vienne, entérinées par la résolution 2254 de l'ONU : la question du maintien ou non de Bachar Al-Assad, principal responsable des massacres de civils et du départ de réfugiés, et donc acteur de l'instabilité, est soigneusement évitée.

Moscou cherche parallèlement à utiliser la préoccupation de lutte contre le terrorisme, très forte après les attentats de Paris en novembre, pour réhabiliter Bachar Al-Assad en l'intégrant à la coalition contre l'EI. Elle fait ainsi fi de la responsabilité du régime syrien dans le développement du jihadisme dans le pays.

En fait, la détermination de Vladimir Poutine ne rencontre aucune contradiction. L'absence de volonté occidentale sur la crise syrienne laisse un vide, qu'il occupe. Ainsi, il déclare le 19 décembre 2015, sans véritablement susciter de réactions, qu'il pouvait engager davantage encore de moyens militaires en Syrie.

Le 14 mars 2016, la Russie a annoncé son retrait de Syrie. Il s'agit en fait d'une diminution limitée de ses effectifs, qui ne semble pas avoir réellement réduit sa force de frappe. On peut penser que cette annonce obéissait à des considérations politiques, soit intérieures – ne pas donner le sentiment à la population russe que Poutine s'engageait dans un second Afghanistan -, soit extérieures – faire pression sur Bachar Al-Assad pour qu'il accepte de négocier à Genève III.

Quoi qu'il en soit la Russie est toujours présente en Syrie. Il ne fait pas de doute que son intervention a sauvé le régime qui, malgré l'aide extérieure apportée par l'Iran, perdait du terrain. Tout en soutenant, comme le président Obama qu'il ne pouvait y avoir qu'une solution politique, Vladimir Poutine a clairement misé sur une solution militaire pour obtenir la solution politique qui lui convient. Il a en outre obligé les États-Unis à le reconnaître comme un partenaire incontournable en Syrie.

Au cours de l'été 2016, Vladimir Poutine et le président turc Erdogan ont scellé leur réconciliation (leur brouille était liée au fait que la défense aérienne turque avait abattu un avion russe en mission en Syrie). La Russie a appuyé l'entrée en Syrie de la Turquie et, du même coup lâché les forces du PYD kurde.

Fin 2016, la Russie a largement contribué par ses bombardements à la chute d'Alep Est. C'est elle qui, avec la Turquie, a négocié une trêve (élargie à l'Iran lors des négociations d'Astana en janvier). Elle enfin qui, avec l'ONU (via Staffan de Mistura) a piloté la reprise des négociations à Genève en février 2016, profitant du retrait des États-Unis après l'élection de Donald Trump.

Depuis, Vladimir Poutine entend capitaliser sur la chute d'Alep Est, qui constitue pour lui une grande victoire. Contrairement au régime d'Assad et à l'Iran, sa priorité n'est pas la reprise de toute la Syrie, mais la négociation d'une solution politique. Celle-ci lui permettrait en effet de consolider ce qu'il a acquis depuis son intervention en septembre 2015 à un coût humain (quoique sûrement sous-estimé) et matériel supportable.

Les buts poursuivis par M. Poutine étaient en effet : 1) stabiliser le régime Assad en passe de s'effondrer avant son intervention, 2) rendre à la Russie son ancienne position d'acteur majeur sur la scène internationale et d'intermédiaire indispensable au Proche-Orient, 3) rompre ainsi avec l'isolement dû aux sanctions à la suite de l'annexion de la Crimée et de la guerre dans l'est de l'Ukraine. Les deux premiers objectifs ont été atteints. Poutine, qui se prépare l'an prochain à une élection présidentielle, sait que toute prolongation de la guerre en Syrie risque d'être mal perçue par sa population. (20 % des Russes pensent aujourd'hui que l'engagement militaire de leur pays en Syrie n'a aucun sens : cf. cet article, « [US Attack on Syria Cements Kremlin's Embrace of Assad](#) »)

Malgré cet objectif politique, la Russie a continué à aider le régime à bombarder les positions rebelles dans la région d'Idlib, mais aussi dans la banlieue de Damas, dans le sud de la Syrie et dans la région de Hama.

C'est ce qui fait dire à certains analystes russes que plus la Russie soutient Assad, plus elle dépend de lui. Il est clair en effet que la Russie n'est pas en mesure d'imposer sa volonté au régime Assad, notamment parce qu'elle se heurte à l'Iran dont les objectifs ne sont pas les mêmes. À Genève, la Russie n'a pas obtenu la moindre concession de Bachar Al-Assad, qui n'entend pas se retirer à l'issue du processus de transition. La Russie, qu'on avait pu croire plus flexible il y a quelques mois, semble aujourd'hui défendre elle aussi cette ligne.

Cependant, les frappes chimiques d'Assad sur Khan Cheikhoun ont incontestablement affaibli la position de la Russie. D'une part parce que les Russes sont soupçonnés d'avoir su que le régime maintenait des stocks de gaz sarin sur la base de Chayrat (où eux-mêmes étaient présents), en violation des engagements pris par le régime en adhérant au traité d'interdiction des armes chimiques. Or la Russie s'était engagée en 2013 dans le processus de destruction du stock d'armes chimiques, sa responsabilité est donc engagée. D'autre part parce que l'intervention américaine du 6 avril, aussi limitée soit-elle, montre que la Russie ne peut plus agir à sa guise en Syrie et doit compter à nouveau avec les États-Unis.

La Russie doit en outre gérer deux pays qu'elle pensait avoir gagné à sa cause, la Turquie et Israël. Le premier avait accepté de fermer les yeux sur la chute d'Alep-Est en échange de son intervention en Syrie pour empêcher le PYD kurde d'opérer la liaison entre les trois « cantons » kurde de Syrie. Cependant, l'entrée des Russes à Afrin (le canton le plus occidental, près d'Alep) le 21 mars a empêché la Turquie d'étendre ses positions vers l'Ouest. Israël semblait avoir conclu un accord tacite avec la Russie depuis l'intervention de celle-ci, lui permettant de bombarder les convois syriens destinés au Hezbollah. Cependant, le 17 mars dernier, Damas a répliqué à un bombardement israélien en tirant trois missiles. La Russie a manifesté son mécontentement en convoquant l'ambassadeur d'Israël à Moscou. Aussi peut-on se demander si la Turquie et Israël ne se réjouissent pas du retour possible des États-Unis dans le conflit syrien.

La ligne rouge et les États-Unis

Les États-Unis et les Européens ont rapidement estimé qu'Assad devait quitter le pouvoir pour mettre un terme à la violence que connaissait le pays. En 2012, Washington et quelques autres capitales ont souhaité organiser le soutien à la rébellion mais les groupes sur le terrain n'ont pas vu l'aide promise arriver.

L'incohérence de la position américaine s'est révélée surtout après l'utilisation des armes chimiques par les forces de Bachar Al-Assad tuant 1700 civils le 21 août 2013, marquant un tournant dans le conflit syrien. Barack Obama avait déclaré que l'utilisation des armes chimiques par le régime serait une ligne rouge et dès lors que la preuve

en serait apportée, des frappes seraient lancées contre des objectifs ciblés. Or, alors que le monde s'attendait à ce que les frappes commencent en septembre 2013, le président américain a reculé offrant ainsi un « droit de tuer » à Bachar Al-Assad. Obama a avoué lui-même dans une déclaration publique fin 2014 que « Les Etats-Unis n'ont pas de stratégie pour la Syrie ». Il faut ajouter qu'après l'accord de démantèlement des armes chimiques, l'armée syrienne a largué à plusieurs reprises des barils d'explosifs au chlore sur des localités, malgré la dénonciation de ces actes par l'ONU.

<https://www.youtube.com/watch?v=ILvM3TOD-So>

Voir la vidéo d'un sénateur américain dénonçant la stratégie de son pays en Syrie

Cette passivité tient au refus du président américain, élu pour retirer les troupes américaines d'Irak et d'Afghanistan, de s'engager au Moyen-Orient. Ainsi, le soutien à l'opposition est minimal et symbolique.

Mais si Barack Obama manque de volonté sur la crise syrienne, il est obligé de se saisir d'une de ses dimensions : le développement du phénomène jihadiste. Le choc pour les Américains est l'exécution par l'EI d'un de leurs ressortissants, James Foley, en août 2014. Dès le mois suivant, les États-Unis amorcent une campagne de bombardement contre l'EI en Irak et en Syrie. Celle-ci ne parvient qu'à contenir l'expansion territoriale de Daech et n'est articulée à aucune stratégie politique.

À la fin de l'année 2015, devant les blocages sur le terrain et face à la détermination russe en soutien au régime de Bachar Al-Assad, le retour aux négociations s'impose. John Kerry effectue une série de consultations et se rend notamment à Moscou. Les Américains diminuent leurs exigences afin de rapprocher leur position de celles des Russes. Cela permet la définition d'un calendrier de transition politique, assez vague (notamment quant à la place de Bachar Al-Assad dans cette transition) pour recevoir l'accord de tous les membres du Conseil de sécurité de l'ONU. De l'aveu de John Kerry, les doutes demeurent toutefois sur l'application de cet accord.

En 2016, les États-Unis ont poursuivi leur politique ambiguë à l'égard de la Syrie. S'ils ont ainsi globalement maintenu leur discours sur le fait que Bachar Al-Assad ne pourrait rester au pouvoir au-delà de la période de transition, ils n'ont cessé de négocier avec les Russes qui prônent le

maintien au pouvoir d'Assad (nombreuses rencontres entre Kerry et Lavrov ces derniers mois). Après l'échec de la trêve conclue sous l'égide de Washington et de Moscou le 9 septembre 2016, les États-Unis ont paru de plus en plus en retrait.

De même, à plusieurs reprises, ils ont fait cesser les livraisons d'armes à l'opposition armée pour pousser l'opposition politique à aller à Genève III. Malgré les bombardements incessants de la population civile et des hôpitaux, ils ont persisté à refuser de donner aux combattants rebelles les Manpads qui leur auraient permis de se défendre.

La priorité est restée pour eux la lutte contre DaeCh. À ce titre, ils ont très vite passé des accords de « déconfliction » avec les Russes pour éviter les accidents aériens. Ils ont également apporté leur soutien aux Kurdes (YPG) et aux Forces Démocratiques Syriennes (Kurdes + Arabes syriens) plutôt qu'aux insurgés. Ce dernier point n'a pas été sans poser problème puisqu'à plusieurs reprises, les YPG ont attaqué des groupes rebelles soutenus par la CIA.

L'autre priorité, soupçonnée jusque-là, mais révélée par l'un des conseillers d'Obama, était l'accord nucléaire iranien. Il a toujours eu le pas sur la Syrie et dissuadé Obama d'agir car il craignait qu'une action en Syrie ouvertement hostile à Assad amènerait l'Iran à quitter la table des négociations et à présent à dénoncer l'accord nucléaire. Le seul cas où les États-Unis ont ouvertement menacé le régime est intervenu cet été dans la région d'Hassaké lorsque l'aviation syrienne a attaqué des groupes kurdes soutenus par les Américains (présence de conseillers américains dans leurs rangs).

La politique d'Obama ne reçoit pas un soutien unanime. 51 diplomates américains ont publié un texte manifestant leur désaccord avec la politique suivie en Syrie et recommandant de menacer le régime d'une action militaire. Voir le texte [ici](#).

L'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis en novembre a entraîné une marginalisation des États-Unis par la Russie. Ils ont laissé faire la chute d'Alep Est, ils n'ont pas été partie à la trêve conclue par les Russes et les Turcs, n'ont eu droit qu'à un strapontin aux négociations d'Astana et de Genève.

La position américaine, sous l'administration Trump semblait 1) donner la priorité à la lutte contre l'État islamique, notamment en lançant

l'opération pour la reprise de Raqqa et 2) laisser les Russes gérer le dossier syrien.

Plusieurs faits ou déclarations ont donné le sentiment que les États-Unis avaient changé de politique en Syrie (qui avait sous Obama été essentiellement rhétorique, mais qui continuait à défendre l'idée que Bachar Al-Assad devrait s'en aller). L'aviation américaine a aidé les troupes syro-irano-russes à reprendre Palmyre le 2 mars 2017. Par ailleurs, les Américains se sont interposés à Manbij (4 mars 2017) entre les Turcs et les Kurdes, empêchant l'opération « Bouclier de l'Euphrate » de poursuivre son avancée. De plus, fin mars, le Secrétaire d'État, Rex Tillerson déclarait que ce serait aux Syriens de décider du sort d'Assad, tandis que Nikki Haley, ambassadrice américaine à l'ONU, indiquait que la priorité américaine n'était plus le départ de Bachar al-Assad.

Tout donne à penser que le régime syrien a interprété tout ceci comme une forme d'acceptation par les États-Unis de l'état de fait qu'il avait créé avec l'aide de ses parrains russes et iraniens. Ce qui explique notamment que le régime ait lancé des frappes chimiques au gaz sarin sur Khan Cheikhoun le 4 avril dernier (voir cet [article](#)). Il n'avait pas manifestement pas imaginé l'indignation qu'allait susciter ce recours à des armes prosrites, dont il était censé s'être débarrassé après son adhésion au Traité d'interdiction des armes chimiques en septembre 2013, ni que le nouveau président américain donnerait l'ordre le 6 avril de lancer 59 missiles Tomahawk sur la base de Chayrat d'où étaient partis les avions ayant bombardé Khan Cheikhoun et où étaient stockées des réserves de gaz sarin.

Cette réponse rapide, ferme et ciblée met fin à six années d'inaction américaine. Reste à savoir si elle annonce une nouvelle politique syrienne des États-Unis. S'il y a eu des déclarations divergentes au sein de l'administration – l'ambassadrice Haley allant jusqu'à parler de la nécessité d'un *regime change* en Syrie – la politique suivie depuis ces frappes paraît surtout prudente. Elle s'est traduite par un raidissement supplémentaire des relations avec la Russie, qui attendait pourtant beaucoup de M. Trump, sans aller jusqu'à une rupture (l'accord de « déconfliction » destiné à éviter les collisions entre avions de la coalition nationale contre l'État Islamique et l'aviation russe a été très vite rétabli, si tant est qu'il ait réellement été suspendu).

Les États-Unis ont aujourd'hui à décider :

1) s'ils frapperont à nouveau la Syrie en cas de violation d'une norme internationale ou si la frappe de Chayrat restera isolée.

2) s'ils entendent, comme c'est probable, revenir dans les négociations de Genève, voire d'Astana, afin de peser sur une éventuelle solution politique au conflit syrien.

3) ce qu'ils feront des zones reconquises sur l'EI le long de l'Euphrate. Avant le 4 avril, beaucoup de signaux donnaient à penser que ces territoires seraient rendus au régime. Cela ne paraît plus aussi certain, les Américains pouvant en confier l'administration à des forces locales modérées hostiles au régime.

4) s'ils veulent aider l'opposition en reprenant leur soutien aux brigades sélectionnées et formées par la CIA et le Pentagone.

Autant de points qu'il faudra suivre avec attention dans les prochaines semaines.

Le coût de la non-intervention

On entend souvent dire que l'intervention en Libye justifie que l'on ne soit pas intervenu en Syrie. Cependant, la comparaison des chiffres suivants amène à une tout autre conclusion.

[table id=2 /]

Soit 60 fois plus de morts en Syrie et 600 fois plus de réfugiés.

Sources :

(1) The Libya Body Count Project

(2) Chiffres de UNHCR fin 2014

(3) Syrian Observatory of Human Rights, août 2015

(4) Chiffres de UNHCR août 2015

Et l'Europe ? Quelle est la position de la France ? En quoi cela la concerne-t-elle?

De plus en plus, il s'avère donc que la crise syrienne est gérée par un couple de puissances : la Russie d'une part et les États-Unis de l'autre. Chacun ne semble vouloir traiter qu'avec l'autre, à l'exclusion des autres partenaires.

Mais nous l'avons vu, ce couple est profondément déséquilibré. Désireux de reconquérir une place centrale pour la Russie, Vladimir Poutine a gagné, grâce à la crise syrienne, la mise en place d'un dialogue régulier et à égalité avec les États-Unis. Obama a volontiers cédé ce rôle à la Russie, qui a pris la main sur une crise qui est, pour le président américain, secondaire.

Dans ce contexte, quelle place pour l'Europe et la France ?

L'Europe est divisée sur la politique à adopter vis-à-vis de la Syrie. Sans consensus, elle reste paralysée.

La France définit donc sa politique seule. Elle a un rôle particulier et une vraie connaissance de la Syrie et de son régime. Elle a, dans son histoire avec la Syrie, tenté à plusieurs reprises de renouer le dialogue, sans succès. Elle est donc consciente des limites de cette démarche et de l'incapacité du régime syrien à se réformer.

Elle a été motrice dans les premiers mois de la crise syrienne. Elle a notamment condamné avec fermeté la répression des manifestations par Bachar Al-Assad et permis la reconnaissance de l'opposition syrienne (le Conseil puis la Coalition). De manière générale, elle assume avec constance un discours de réalisme politique, selon lequel parier sur Bachar Al-Assad ne peut apporter ni la stabilité dans la région, ni la fin de la guerre civile, ni la victoire contre l'EI. Cet argumentaire « ni Bachar, ni Daech » a su convaincre partiellement les partenaires occidentaux de la France.

Mais la crise de l'été 2013 a montré que, en pointe sur le dossier, elle n'a pas les moyens nécessaires pour agir seule. Lorsque les frappes ont été envisagées en août/septembre 2013 en réaction aux attaques chimiques, la France était prête à y participer mais le recul de Washington ne lui a pas permis d'agir.

Le maintien de son discours, perçu comme intransigeant, et l'irruption de la problématique terroriste, ont participé à l'isolement de la politique française.

Suite aux attentats de janvier et novembre 2015 à Paris, et à l'afflux de réfugiés, la France a dû répondre à une opinion publique inquiète et revoir ses priorités. Dès septembre 2015, elle se résout à mener avec la coalition des frappes en Syrie contre l'EI. Mais isolée, elle ne parvient pas à mettre en place une stratégie plus large.

[lexpress.fr – Intervention française en Syrie: « Les frappes contre Daech sont contreproductives »](#)

Par ailleurs, la question du départ de Bachar Al-Assad ne figure plus comme la priorité. Son départ continue d'être exigé, mais à l'issue d'un processus de négociation et non en amont de ces négociations.

Aujourd'hui, la France est mise à l'écart du règlement de la crise syrienne. En septembre 2015, à l'Assemblée générale de l'ONU, Ban Ki-Moon déclarait que cinq pays détenaient la clé du conflit syrien : la Russie, les États-Unis, l'Arabie Saoudite, l'Iran et la Turquie. La France n'en fait pas partie. Elle ne prend pas part non plus aux derniers rounds de négociations à Lausanne.

Pourtant, son diagnostic de la crise syrienne, sa connaissance du pays, et aujourd'hui l'afflux de réfugié et les attaques terroristes, font que la France ne peut se détourner de cette crise. Elle doit parvenir à convaincre ses partenaires de l'urgence de mettre fin à ce conflit, dont les conséquences en Europe sont déjà dramatiques.

La Ligue arabe, l'ONU : Pourquoi les différentes médiations internationales ont-elles échoué ?

La position radicale du régime empêche pour le moment l'aboutissement de toute médiation. De nombreuses tentatives ont eu lieu. Le premier plan proposé par la Ligue arabe en novembre 2011 demandait au régime d'entamer des discussions sérieuses avec les représentants de l'opposition. La Turquie a ensuite lancé une initiative internationale, en février 2012, en proposant une transition politique. En juin 2012, les États membres du Groupe d'action sur la Syrie (Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie, ainsi que la Turquie, le Koweït et le Qatar) se sont mis d'accord sur les principes d'un

processus de transition politique dirigé par les Syriens : formation d'un gouvernement d'union nationale, mise en oeuvre de réformes constitutionnelles et organisation d'élections libres et justes. Ce communiqué a été signé à l'issue de la 1ère conférence internationale sur la Syrie, appelée « Genève 1 ».

Une deuxième réunion s'est tenue à Genève en février 2014. Les deux délégations avaient accepté de se référer au document de Genève 1 mais le désaccord a porté sur le fait que l'opposition voulait débiter la réunion par la question de la mise en place d'un gouvernement de transition alors que le gouvernement voulait s'en tenir à celle du terrorisme. En amenant les discussions sur le seul sujet du terrorisme, le régime a court-circuité l'objet réel des négociations : trouver une solution au conflit syrien. La délégation du régime a miné le terrain de la négociation, en qualifiant les opposants d'insectes, de terroristes, polluant une terre qu'il fallait « nettoyer ». Un vocabulaire qui rappelle les heures sombres de l'histoire européenne, et surtout qui n'augure pas de la volonté de trouver un accord.

En octobre 2014, Staffan de Mistura, émissaire spécial de l'ONU pour la Syrie depuis juillet propose d'instaurer des zones de « gel de combats » à Alep et la mise en oeuvre des résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU ainsi que le déploiement d'efforts internationaux pour lutter contre le terrorisme en Syrie et dans la région. Il a annoncé la tenue de nouvelles consultations séparées, à partir de début mai, avec des représentants du régime, de l'opposition et de la société civile ainsi que des acteurs régionaux. L'Iran qui avait été exclu lors des deux précédentes conférences internationales de Genève serait invité.

Staffan de Mistura est le 3ème émissaire de l'ONU après Lakhdar Brahimi et Kofi Annan. Ce dernier a démissionné 5 mois après avoir pris ses fonctions alors qu'il avait proposé un plan en six points prévoyant une cessation des combats et une transition politique. Mais en l'absence de soutien international – la Russie et la Chine utilisant leur droit de veto – l'ancien secrétaire général de l'ONU a préféré se retirer.

Quant à Lakhdar Brahimi, en charge du dossier d'août 2012 à mai 2014 aussi bien pour l'ONU que pour la Ligue arabe, il a renoncé à sa mission car il a estimé « *que les protagonistes les plus importants à l'intérieur de la Syrie d'abord – mais aussi, il faut le dire, à l'extérieur de la Syrie* » – continuaient à avoir pour objectif une « *victoire totale* ».

Orient XXI, Entretien avec Lakhdar Brahimi, 18 mars 2015 :

orientxxi.info

Les négociations d'Astana et de Genève

Après l'échec des négociations qui se sont tenues à Genève en avril 2016, de nouveaux pourparlers se sont ouverts à Astana, capitale du Kazakhstan, le 23 janvier 2017, en présence d'une délégation de l'opposition syrienne et une du régime de Damas. Le changement de capitale est significatif du nouveau rapport de forces et consacre le rôle de la Russie mais aussi de l'Iran et de la Turquie. Ce nouveau round qui n'est pas organisé à l'initiative de l'ONU, s'ouvre un mois après la prise d'Alep par les forces du régime appuyées par ses alliés. L'objectif de cette rencontre est de consolider le cessez-le-feu conclu le 30 décembre mais qui est régulièrement violé. L'opposition veut améliorer l'accès de la population à l'aide humanitaire et permettre la libération de prisonniers, quand les représentants du régime veulent la reddition de l'opposition assimilée à des terroristes. Les négociations se sont achevées avec la mise en place d'un mécanisme de la trêve conclue fin décembre.

Le 23 février s'est ouverte une nouvelle session de négociations à Genève organisée par l'envoyé spécial des Nations Unies pour la Syrie, Staffan De Mistura, en présence d'une délégation du gouvernement syrien et du Haut Comité des négociations qui rassemble différents groupes de l'opposition. Les discussions doivent porter sur les modalités de la future gouvernance en Syrie, la rédaction d'une nouvelle constitution et la tenue d'élections sous supervision de l'ONU. La transition – et donc la question du maintien ou non de Bachar Al-Assad – est un sujet de tension entre les deux parties. Pour le régime, transition veut dire quelques réformes et l'intégration de quelques opposants proches des Russes, alors que pour l'opposition, Assad ne peut pas faire partie de la solution ou tout au moins, il devra partir au terme du processus.

Le 23 mars, de nouvelles discussions à Genève suivent un agenda comportant quatre points : la lutte contre le terrorisme, la gouvernance, une nouvelle Constitution et la tenue d'élections. Les délégations refusant de se parler en tête en tête l'émissaire de l'ONU fait la navette afin de tenter de parvenir à un accord. La difficulté est que le régime, soutenu inlassablement par ses alliés russe et iranien, se sent en position de force et refuse de faire toute concession alors que

l'opposition est affaiblie sur le terrain, divisée et de moins en moins soutenue par ses alliés régionaux et occidentaux. Difficile de parvenir à un accord politique dans ces conditions.

IV. Que reste-t-il de la Syrie et des Syriens ?



Les victimes du conflit et qui tue qui ?

Tout d'abord, comment les données sur le nombre de victimes sont-elles collectées ? Sont-elles fiables ?

Ils sont une armée sur le terrain. Une armée sans armes mais avec stylos, carnets, smartphones ou appareils photo. Ils recueillent, enregistrent, photographient. En danger permanent, au milieu des zones civiles bombardées, ils paient souvent de leur vie et ceux qui tombent sont aussitôt remplacés par d'autres volontaires. Ils travaillent pour diverses organisations : le Violations Documentation Center*, créé à Douma en Syrie en avril 2011 par l'avocate et militante des droits de l'homme Razan Zaitouneh** ([VDC](#)), le Syrian Network for Human Rights créé en juin de la même année ([SN4HR](#)), l'Observatoire syrien des droits de l'homme basé à Londres ([OSDH](#)) et d'autres.

L'OSDH communique très peu sur sa méthodologie et affirme disposer d'un réseau assez vaste de correspondants sur l'ensemble du territoire syrien, alors que VDC et SNHR travaillent dans les zones contrôlées par la rébellion. Ces deux dernières organisations communiquent sur leur méthode de collecte des données : ils envoient des volontaires sur le terrain sitôt après une attaque pour enregistrer les victimes et les circonstances de la mort, s'informent auprès des hôpitaux et des imams qui procèdent aux funérailles. Ils recoupent aussi leurs informations notamment grâce aux nombreux journalistes-citoyens qui quadrillent le territoire.

Exemple d'une collecte par VDC

[table id=1 /]

Toutes sortes d'informations sont collectées : circonstances, armes utilisées, provenance de l'attaque, etc . Voir le [questionnaire](#) très précis utilisé par cette même organisation***. Il faut aussi distinguer les civils des combattants.

L'impossible comptage...

Il faut préciser que les statistiques de victimes dans les zones contrôlées par le gouvernement syrien mais aussi dans celles contrôlées par Daech, échappent au décompte, ces zones étant difficilement pénétrables et Damas tout comme l'État islamique ne communiquant pas sur le nombre de victimes. Seul l'OSDH donne un chiffre général des victimes de toutes les parties, sans que l'on puisse juger de sa fiabilité complète.

Malgré toutes ces contraintes, l'ONU a jugé sérieux le travail de ces organisations et s'est souvent reposée sur elles pour donner le nombre de morts. Cependant, elle décide en avril 2014 d'arrêter le comptage, donner un chiffre réel étant devenu impossible au vu de la complexité des forces sur le terrain et des difficultés objectives de collecte. L'ONU s'en tient au chiffre de 260 000 morts qui donc n'a pas varié depuis plus d'un an... Les chiffres qui circulent le plus souvent sont ceux de l'OSDH. D'après *Le Monde* du 8 août 2016, l'ONG a recensé 292 817 morts au 31 juillet 2016, dont 84 472 civils, 50 548 combattants rebelles, incluant les combattants kurdes, 49 547 djihadistes, 104 656 hommes des forces loyalistes dont 57 909 soldats. Le mardi 13 septembre, elle annonçait la mort de 9 000 personnes supplémentaires portant le chiffre global au delà de 300 000 victimes (AFP). Elle estime toutefois que le nombre réel est plus important. Cet impossible comptage nous oblige à la prudence.

Il nous faut simplement retenir des ordres de grandeur. Officieusement, dans des organisations de l'ONU, on considère que le chiffre de 300 000 morts est réaliste.

Le bilan réel sera certainement connu après la guerre. Il devra inclure toutes les morts indirectes dues au manque de soin et de nourriture. Les conseils locaux qui gèrent les villes et qui comptabilisent eux aussi les morts dans leurs localités seront d'une grande aide. Il faudra ajouter les disparus, arrêtés pour l'essentiel par les forces armées ou services secrets syriens.

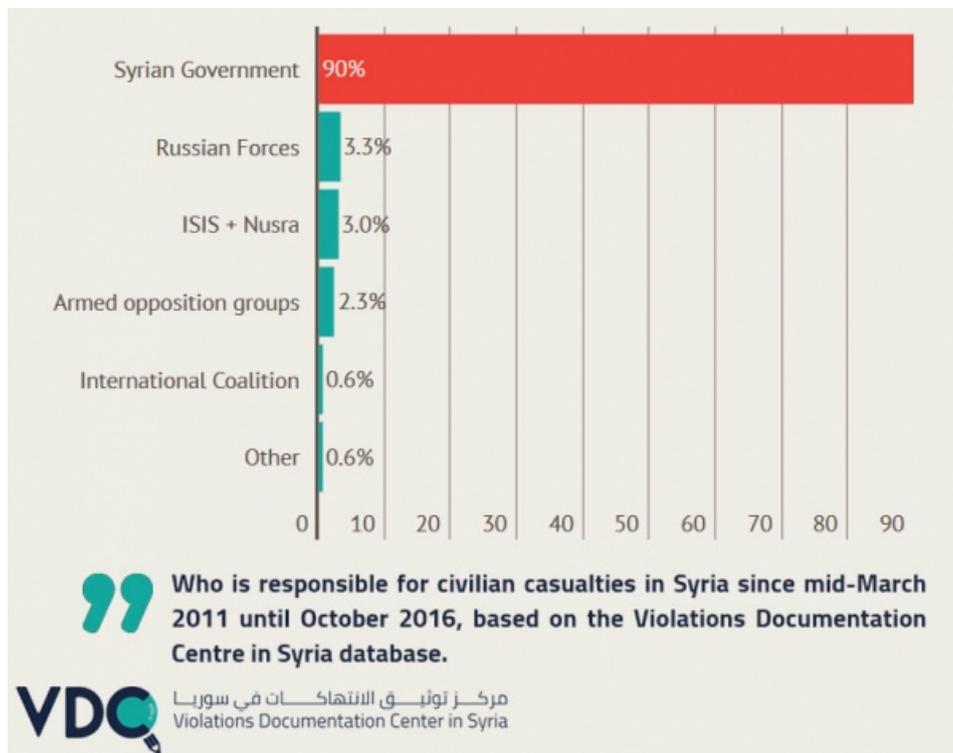
* Les sigles sont en anglais

** Razan Zaitouneh a été enlevée à Douma en décembre 2013, probablement par l'organisation islamiste extrémiste Jaysh al Islam, on est depuis sans nouvelle de l'avocate.

*** Les informations collectées par ces groupes pourraient servir lors des procès futurs de responsables de ces atrocités. Et sans doute pour l'établissement d'un mémorial des victimes de la répression et de la guerre en Syrie.

Les premiers responsables des morts de civils ou qui tue qui

Les proportions varient selon les décomptes mais le premier responsable du nombre de victimes est toujours, loin devant, le régime syrien. Prenons les données recueillies par SNHR qui a établi le tableau ci-dessous des victimes civiles vivant dans les zones sous contrôle de la rébellion. Il couvre la période mars 2011/ octobre 2016 soit cinq ans et demi de conflit. Il est certainement incomplet du fait des difficultés de collecte énumérées plus haut et rappelons qu'il ne comporte pas le chiffre des victimes civiles du côté des forces loyalistes. Il nous oblige là-aussi à la prudence. Mais il fait clairement apparaître une très large prédominance des forces gouvernementales et de leurs alliés dans la responsabilité des morts de la guerre.



SNHR fait aussi un décompte chaque mois. Celui du mois d'août 2016 fait état de 1 521 civils tués (loin des 9 000 annoncés par l'OSDH), car il s'agit des victimes que l'organisation a pu documenter. 1 082 ont été tuées par les forces syriennes (ou russes, 189). Le reste par les forces d'opposition, 148, par l'État islamique, 179 par les groupes rebelles. S'ajoutent les victimes tuées par des groupes kurdes et d'autres brigades. Le SNHR avertit que pour ce mois d'août, il lui a été difficile de documenter l'ensemble des victimes sur le territoire qu'elle couvre. Cela signifie que leur nombre est plus important et que la répartition des auteurs peut varier. Mais l'on peut se fier à la hiérarchie des

responsabilités qui, elle, ne varie jamais. Quelque soit le décompte et l'organisation qui collecte, le régime syrien est toujours le premier responsable des morts et destructions.

Cette très forte prédominance des forces gouvernementales n'a rien d'étonnant. Avec ses alliés, le régime syrien dispose d'une large suprématie en moyens militaires et c'est la seule partie dans le conflit dotée d'une aviation. Selon VDC, plus d'un tiers des victimes civiles d'août 2016 sont mortes dans des bombardements aériens.** Les bombardements incessants des zones résidentielles depuis les premiers bombardement à l'été 2012 font un grand nombre de victimes civiles mais privent aussi la population d'abris, de ressources économiques et de soins (les hôpitaux sont délibérément ciblés ainsi que les infrastructures économiques et les champs au moment des récoltes) causant un certain nombre de morts indirects qui ne peuvent pour l'instant être évalués. À ce sujet, un communiqué des Nations Unies du 6 septembre 2016 note à propos des bombardements des aviations syrienne et russe à Alep : « *Pendant que certains perdent la vie sous les attaques, d'autres meurent du manque de structures médicales, en conséquence des bombardement par les forces pro-gouvernementales qui ont détruit plus de vingt hôpitaux et cliniques dans la seule région d'Alep depuis le début de l'année* ».*

On sait en outre par le rapport César qu'au moins 11 000 personnes sont mortes sous la torture. Les photos sont là pour le corroborer. (Cf. Opération César par Garance Le Caisne, Stock, 2015). Ce dossier a été instruit par des experts internationaux (médecins légistes, procureurs...). Parmi eux, David Crane, ancien procureur en chef du Tribunal spécial pour la Sierra Leone, a affirmé que les images des corps affamés et torturés étaient du « *jamais vu depuis Auschwitz* ». Il a ajouté : « *en tant que procureurs, nous avons rarement l'occasion d'avoir accès à des preuves directes et précises de crimes contre l'humanité* » et qu'il ne s'agissait que de « *la partie émergée de l'iceberg car il porte sur trois centres de détention et il y en a cinquante* » dans toute la Syrie.

Des rapports plus récents encore ont fait état des pratiques dans la prison de Sednaya, située à 30 km de Damas. Entre 5 000 et 13 000 prisonniers y ont été pendus entre septembre 2011 et décembre 2015. Pour Amnesty International, il s'agit d'« *un abattoir humain* ». Le rapport est à lire [ici](#).

* <http://www.un.org/apps/news/story.aps?NewsID=54856#.V9AZcTun->

ON

** <http://www.vdc-sy.info/index.php/en/reports/1473673722#.V9grzDun-0N>

Plus de 5 millions de réfugiés*

Pourquoi partent-ils? ... « Ils fuient Daech »...

Nous avons tous entendu cette phrase. Dans les conversations et pire, sur de grands médias (cf. un reportage de France 2 sur l'exploitation des enfants syriens en Turquie, 21/06/2016)

Pour les raisons déjà exposées, soit l'omniprésence de l'organisation terroriste et de ses exactions dans les médias et dans les esprits, l'impression s'impose aux yeux de certains Français que les Syriens fuient essentiellement l'État islamique. Il se trouve aussi des journalistes peu exigeants qui se livrent à cette facilité. Cette idée sert les intérêts du régime syrien qui se dédouane ainsi à bon compte.

Quelques chiffres et dates permettent de rétablir la situation. Si le groupe djihadiste État islamique s'implante en Syrie en avril 2013, il n'exerce son plein pouvoir de nuisance sur la population qu'à partir de 2014, année où il se déploiera pleinement. Surtout à partir de l'été 2014, après la prise de Mossoul en Irak qui lui permettra de renforcer considérablement sa puissance dans la zone qu'il contrôle entre l'Irak et la Syrie. Or fin 2013, le UNHCR enregistrait déjà 2,5 millions de réfugiés. Ces réfugiés partaient pour des raisons qui avaient bien peu à voir avec l'État islamique.

Les raisons pour lesquelles les réfugiés partent, un rapport des Nations Unies les résume simplement : *« Le ciblage délibéré de civils et l'incapacité des toutes les parties du conflit à protéger les civils sont connues comme les causes principales des déplacements. De plus, les populations sont de plus en plus forcées à fuir du fait de l'effondrement des services, dont le manque de système de soins et la perte de moyens de subsistance »**.*

Les milliers de Syriens qui ont pris les routes de l'exil pendant le pilonnage d'Alep fuyaient pour les mêmes raisons : les bombardements

incessants des aviations syrienne et russe, les destructions de maisons, hôpitaux et autres infrastructures, le manque total de ressources et l'augmentation terrible du prix de la nourriture.

La provenance géographique des réfugiés donne aussi des indications sur les raisons du départ. Daech occupe essentiellement certaines poches du nord-est de la Syrie comme Raqqa ou Deir ez-Zor. Les familles qui viennent de ces zones fuient très probablement le harcèlement de Daech avant tout. Mais lorsqu'on vient d'Alep, de Homs, Damas ou Lattaquié, on part pour d'autres raisons, celles invoquées plus haut. Quant aux jeunes qui quittent les zones contrôlées par le gouvernement syrien, ils fuient souvent la conscription, ce qui pose d'énormes problèmes à l'armée syrienne, exsangue et qui peine à recruter.

Si l'État islamique était chassé du territoire syrien, cela seul ne permettrait pas un retour massif de réfugiés. Un arrêt des combats ou une « no-fly zone » permettrait le retour d'une partie au moins d'entre eux.

* nombre de réfugiés syriens enregistrés par le HCR en avril 2017

**

<http://www.refworld.org/publisher.UNHCR.COUNTRYPOS.SYR.5641ef894.0.html>

Destruction du système de santé

Le personnel médical ou paramédical a été particulièrement ciblé : 654 morts dont 93 % tués par le régime. Par ailleurs 15 000 d'entre eux ont quitté le pays.

Les hôpitaux sont eux aussi systématiquement pris pour cible, y compris aujourd'hui par les forces russes (12 hôpitaux frappés en octobre 2015). On estime que 26 % des hôpitaux ne fonctionnent plus et que 33 % ne fonctionnent que très partiellement.

Or 11 millions de personnes ont besoin de soins médicaux. Seuls la moitié des enfants syriens sont aujourd'hui vaccinés. D'où la réapparition et la propagation de maladies contagieuses qui avaient été éradiquées du pays : polio, leishmaniose, rougeole, typhoïde et même

choléra.

Faute de soins et de médicaments, les personnes atteintes de maladies chroniques – diabète, hypertension, cancer – font des victimes supplémentaires (de l'ordre de plusieurs dizaines de milliers, non comptées dans les chiffres avancés ci-dessus).

À ces chiffres, il faut ajouter que, selon les estimations internationales, plus de 13 millions de Syriens ont aujourd'hui besoin d'assistance humanitaire.

[lexpress.fr – Syrie : une ONG dénonce les « insupportables » bombardements des hôpitaux](#)

Une population en baisse, une population déplacée

La population est en baisse (moins 23 %) en raison du nombre de victimes, mais aussi du déficit des naissances : moins 50 % par rapport à 2011.

Par ailleurs, plus de 4,8 millions de Syriens ont quitté le pays pour se réfugier dans les pays voisins, en Europe et, plus rarement, dans les pays du Golfe ou en Amérique.

Réfugiés : 5 030 391

- **Turquie** : 2 973 980
- **Liban** : 1 011 366
- **Jordanie** : 658 015
- **Irak** : 236 772
- **Égypte** : 120 154
- **Afrique du Nord** : 29 275

Population en camp : 10 % soit 494 947 personnes.

Demandes d'asile de syriens en **Europe** entre avril 2011 et mai 2016 : **1 066 844**.

En **France**, nombre de demandes d'asile (nécessairement plus élevées

que les octrois effectifs de l'asile) entre avril 2011 et mai 2016 : **12 142** (par comparaison : Allemagne = **354 038** ; Serbie = **313 656** ; Suède = **110 579** ; Hongrie = **72 505** ; Pays-Bas = **32 070**).

La Syrie compte par ailleurs entre 7 et 8 millions de personnes déplacées dans le pays.

Si on additionne les réfugiés à l'extérieur et les déplacés à l'intérieur, 1 Syrien sur 2 n'habite plus dans sa maison !

Ces déplacements de populations ont des conséquences démographiques certaines (sur ces questions, voir [cette étude](#)). Une première observation permet de constater que la majorité démographique – la population sunnite arabe – est celle qui a le plus été amenée à quitter le pays. Cela provoque un léger rééquilibrage en faveur des minorités démographiques. Certains rapports (exemple [ici](#)) avancent même l'hypothèse d'un volontarisme du régime syrien, une « chiitisation », se manifestant dans les logiques de destruction et reconstruction de zones précisément choisies, et par des mesures favorisant l'installation de populations étrangères de religion musulmane chiite.

Ces données sont à prendre avec précaution. Quelques indices toutefois, comme les décrets présidentiels pris pour éviter le retour des populations déplacées dans la zone de Mezzé, peuvent illustrer une volonté de créer une zone d'influence iranienne, de la même manière que le Hezbollah s'est implanté dans la banlieue sud de Beyrouth au Liban.

Une génération perdue ?

Quelques chiffres permettent de comprendre l'ampleur de la catastrophe syrienne pour les nouvelles générations, ainsi que la stratégie consciente du régime ciblant la [jeunesse](#) :

- 1 enfant sur 3 n'a connu que la guerre
- Plus d'un tiers des enfants tués l'ont été alors qu'ils étaient à l'école, s'y rendaient ou en revenaient.
- Depuis 2011, il y a eu plus de 4 000 attaques contre des écoles. Aujourd'hui, une école syrienne sur quatre n'est pas en activité.

- Près de 2 millions d'enfants sont déscolarisés et 1,35 million supplémentaire pourraient abandonner l'école.

Les traumatismes des enfants syriens sont également psychologiques. Un rapport de l'ONG internationale Save the Children, intitulé *Invisible Wounds* (Blessures invisibles), montre l'impact de six années de guerre sur la santé mentale des enfants syrien. Ainsi, plus de **70 %** des enfants syriens souffrent soit de « *toxic stress* » soit de stress post-traumatique. Ce rapport (en anglais) peut être lu [ici](#).

Le coût des destructions

La destruction a d'abord touché le patrimoine syrien. L'Unesco a déploré à plusieurs reprises « l'immensité des dégâts » causés aux trésors archéologiques et culturels, dont la triste liste figure [ici](#).

Mais la destruction est aussi celle des habitats et des infrastructures.

On évalue à 2,1 millions le nombre de logements détruits et à plus de 7 000 le nombre d'écoles détruites.

Le coût de ces destructions est aujourd'hui évalué à 270 milliards de dollars.

Si elle se faisait aujourd'hui alors que la guerre n'est pas encore finie, la reconstruction, s'élèverait déjà à 300 milliards de dollars (soit 10 fois plus que ce que les États-Unis ont dépensé pour la reconstruction de l'Irak).

Or le problème de la reconstruction reste entier : avec qui reconstruire, quand, par quel canal ?

Il est évident que la reconstruction devra être liée à une transition politique, afin de ne pas reproduire le schéma du conflit israélo-palestinien, où l'Europe envoie des fonds en vain, sans gagner aucune influence politique et sans empêcher de nouvelles destructions. Après Alep, il semble tentant d'envoyer de l'argent à Damas pour reconstruire le pays. Or ce calcul comprend plusieurs risques 1) le détournement des fonds, comme cela a été prouvé pour l'argent versé par l'ONU au titre de l'aide humanitaire, employé par les membres du régime pour leur

propre financement (voir cette [explication](#)). 2) l'utilisation de l'argent pour les zones favorables au régime uniquement, délaissant celles de l'opposition, accentuant ainsi les fractures dans le pays, le désastre humanitaire et donc le conflit.

Une économie dévastée

La production économique, mesurée par le PIB en prix constant, s'est réduite de moitié depuis le début de la crise syrienne.

La production électrique, déjà insuffisante avant la révolution, a baissé de 70 %.

La production agricole s'est contractée de plus de 40 %.

Le taux de chômage est de 50 %.

L'inflation moyenne sur quatre ans a été de 50 %, avec des pointes à 120 % en 2013.

Le taux de change officiel était en mai 2015 de 220 livres syriennes pour 1 dollar. Sur le marché noir, il fallait 300 livres syriennes pour obtenir 1 dollar.

Si l'économie ne s'est pas effondrée, c'est en grande partie grâce aux perfusions iraniennes (livraisons de pétrole et lignes de crédit renouvelées à plusieurs reprises).

Un patrimoine ravagé

En raison des combats (Alep, par exemple), des destructions volontaires causées par Daech (temples de Bel et de Baal-Shamin à Palmyre, entre autres), mais aussi des pillages systématiques commis tant par Daech que par le régime pour se financer, le patrimoine mondial de l'humanité présent en Syrie est soit endommagé, soit en danger de l'être.

Comment vivent les Syriens ?

Tous les Syriens, où qu'ils soient, et quelle que soit leur appartenance communautaire, leur orientation politique ou leur situation socio-économique ont vu leur vie bouleversée par le conflit.

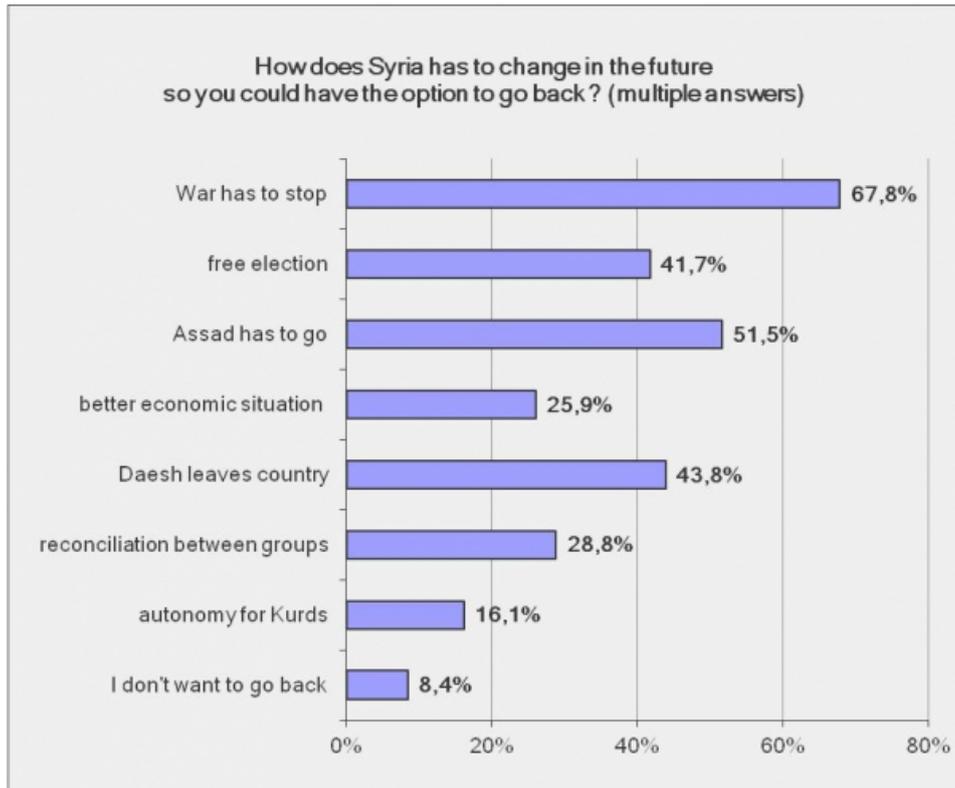
C'est naturellement **dans les zones contrôlées par le régime en Syrie** que les habitants sont le plus en sécurité puisqu'ils ne sont pas bombardés. Ils bénéficient encore de tous les services de l'Etat : administration, éducation, santé, etc. Cependant, ils sont sous étroite surveillance des forces de sécurité et des milices du régime et continuent de vivre dans la peur. Les difficultés économiques de la vie quotidienne (*cf. supra*) sont leur principale préoccupation du fait des coupures d'électricité et d'eau et surtout du manque de fioul de chauffage et de carburant et de la flambée des prix de toutes les denrées de première nécessité.

Dans les zones sous contrôle de l'opposition syrienne, la population est celle qui subit le plus durement la guerre et les violences. Certaines régions sont entièrement assiégées par l'armée et n'ont plus accès aux denrées les plus élémentaires. Les autres sont régulièrement bombardées par l'aviation du régime et maintenant l'aviation russe. Les villes et villages sont dévastés. Les Syriens qui y sont restés sont ceux qui n'ont pas la possibilité de partir, mais certains tiennent aussi à ne pas quitter leur maison et leur environnement. La vie quotidienne est organisée localement par des conseils civils en coordination avec les combattants qui contrôlent chaque zone (voir ici les témoignages sur le conseil local de [Daraya](#)). Les services de santé, d'éducation, de justice, etc... sont assurés plus ou moins correctement selon les lieux. Les habitants les plus démunis bénéficient de l'aide humanitaire pour la nourriture tandis que certaines activités commerciales, de service ou d'économie parallèle font vivre les autres.

Dans les régions contrôlées par l'Etat islamique, Daech soumet les habitants par la terreur à son ordre rigoriste impitoyable, encadrant tous les aspects de la vie quotidienne. Toute activité doit cesser et les magasins fermer aux heures de prière. Les femmes ne peuvent sortir dans la rue que sous le niqab noir qui les couvre de la tête au pied. Les exactions les plus terribles punissent tout contrevenant au système totalitaire imposé, y compris des exécutions sommaires et des tortures. Les écoles, les hôpitaux ou les tribunaux sont organisés et gérés par les services et la police islamique de Daech, composés essentiellement de jihadistes étrangers.

Dans les camps de réfugiés, en Jordanie, en Turquie, au Liban et à l'intérieur des frontières syriennes, les familles vivent dans des tentes et parfois dans des caravanes ou des préfabriqués. Ils sont pris en charge par les organisations humanitaires internationales ou locales. Les enfants représentent la plus grande partie de la population de ces camps : des écoles ont parfois été établies ; dans certains cas, une éducation informelle est dispensée par des bénévoles. Certains camps sont aujourd'hui de véritables villes ou bidonvilles, tel celui de Zaatari au nord de la Jordanie qui compte environ 150 000 habitants. Des activités commerciales et des ateliers pour les femmes se sont développés parmi les réfugiés. Mais la difficulté des conditions de vie voit aussi apparaître tous les maux de zones de non-droit : fonctionnement mafieux, trafics, prostitution.

Les exilés et réfugiés syriens à travers le monde, se comptent par millions, venant de toutes les régions et appartenant à toutes les communautés ou catégories sociales. Partis individuellement pour fuir les combats, la répression ou la perte de leur maison, ou pour mettre en sécurité leur famille, ils sont concentrés dans les pays voisins (1 habitant du Liban sur 4 est un réfugiés syrien) mais sont de plus en plus nombreux, notamment depuis 2015 et après des voyages très risqués, à chercher asile en Europe – en priorité en Allemagne ou en Suède, en train pourtant de fermer leurs frontières. Les enquêtes montrent que l'immense majorité de ces réfugiés en Europe ne souhaitent pas s'y établir, mais retourner dans leur pays dès que cela sera possible, et pour la plupart dans une Syrie sans Assad. Ce phénomène ne pourra être endigué qu'en trouvant une solution à la crise syrienne.



Source : « Survey amongst Syrian refugees in Germany », adoptrevolution.com, octobre 2015.

adoptrevolution.org – Majority of Syrian refugees in Europe are running from the Assad regime, not Isis, says survey
lexpress.fr – Syrie: les derniers survivants d'Alep

V. L'avenir



Quelles issues possibles ? La lutte contre Daech doit-elle avoir la priorité ? Le régime syrien est-il un moindre mal ?

Alors que la ligne de la France était jusqu'à maintenant ni Assad ni Daech, après les attentats de Paris, le président Hollande a paru donner la priorité à l'éradication de Daech sur l'éviction d'Assad. Une grande partie du débat en France porte sur cette question de priorité. Mais peut-on raisonnablement séparer les deux objectifs ? Certainement pas et ce pour au moins trois raisons :

1. Il y a eu, depuis le début, une complicité objective entre le régime d'Assad et Daech. Non seulement parce que les jihadistes libérés en mai 2011 par Assad sont allés, directement ou non, grossir les rangs de Daech. Mais aussi parce que le régime a toujours préféré bombarder les populations civiles ou les autres groupes rebelles que Daech et que, à quelques exceptions près (prise de la base de Tabqa notamment), ce dernier s'attaque plus volontiers aux autres groupes rebelles qu'à l'armée du régime.
2. La poursuite des bombardements des populations civiles par le régime, aidé à présent par l'aviation russe, a un effet d'aimantation des candidats au jihad qui vont prioritairement rejoindre les rangs de Daech. Obtenir le départ d'Assad et l'arrêt des bombardements des populations civiles est le meilleur moyen de limiter le pouvoir d'attraction de Daech.
3. Ce n'est qu'en instaurant une véritable transition politique à Damas (c'est-à-dire sans Bachar Al-Assad) que l'on pourra obtenir, sous certaines conditions, que l'opposition armée se joigne à l'armée du régime pour constituer les forces au sol indispensables à l'éradication de Daech.

diary.thesyriacampaign.org – 5 reasons we can't beat Isis while Assad is in power
liberation.fr – Bachar al-Assad moindre mal contre Daech : chiche !

L'après-Alep

Le martyre de la population désarmée en Syrie a été symbolisé par le sort réservé à la ville d'Alep. Rappelons qu'Alep était libérée par les forces révolutionnaires de l'emprise de l'État islamique depuis janvier 2014 ! Or sous couvert de « lutte contre le terrorisme », Alep a été assiégée depuis juillet 2016, et été sous les bombardements intensifs du régime syrien et de la Russie, alors que combattaient au sol, pour le compte d'Assad, milices irakiennes, afghanes et gardiens de la révolution iraniens. Alep-Est est tombée en décembre 2016.

Plus aucun hôpital ne fonctionne car tous ont été bombardés, les casques blancs (sauveteurs civils) ont eux aussi été bombardés, les victimes civiles, dont de nombreux enfants, sont chaque jour plus [nombreuses](#). Les convois humanitaires eux-mêmes ont été ciblés (voir le [rapport de l'ONU](#)). Les conséquences de ces bombardements sont documentées [ici](#). Il est par ailleurs à craindre que la reprise des quartiers d'Alep-Est s'accompagne de nombreuses arrestations et, malheureusement, de nombreuses disparitions, le régime et ses soutiens étant dans une logique de [vengeance](#) contre ceux qui leur ont si longtemps résisté.

Bassem Khalifé, un habitant du quartier de Bustan Al-Qasr, dans l'est d'Alep a confié : [« À chaque fois qu'on sort, on fait nos adieux au reste de la famille »](#).

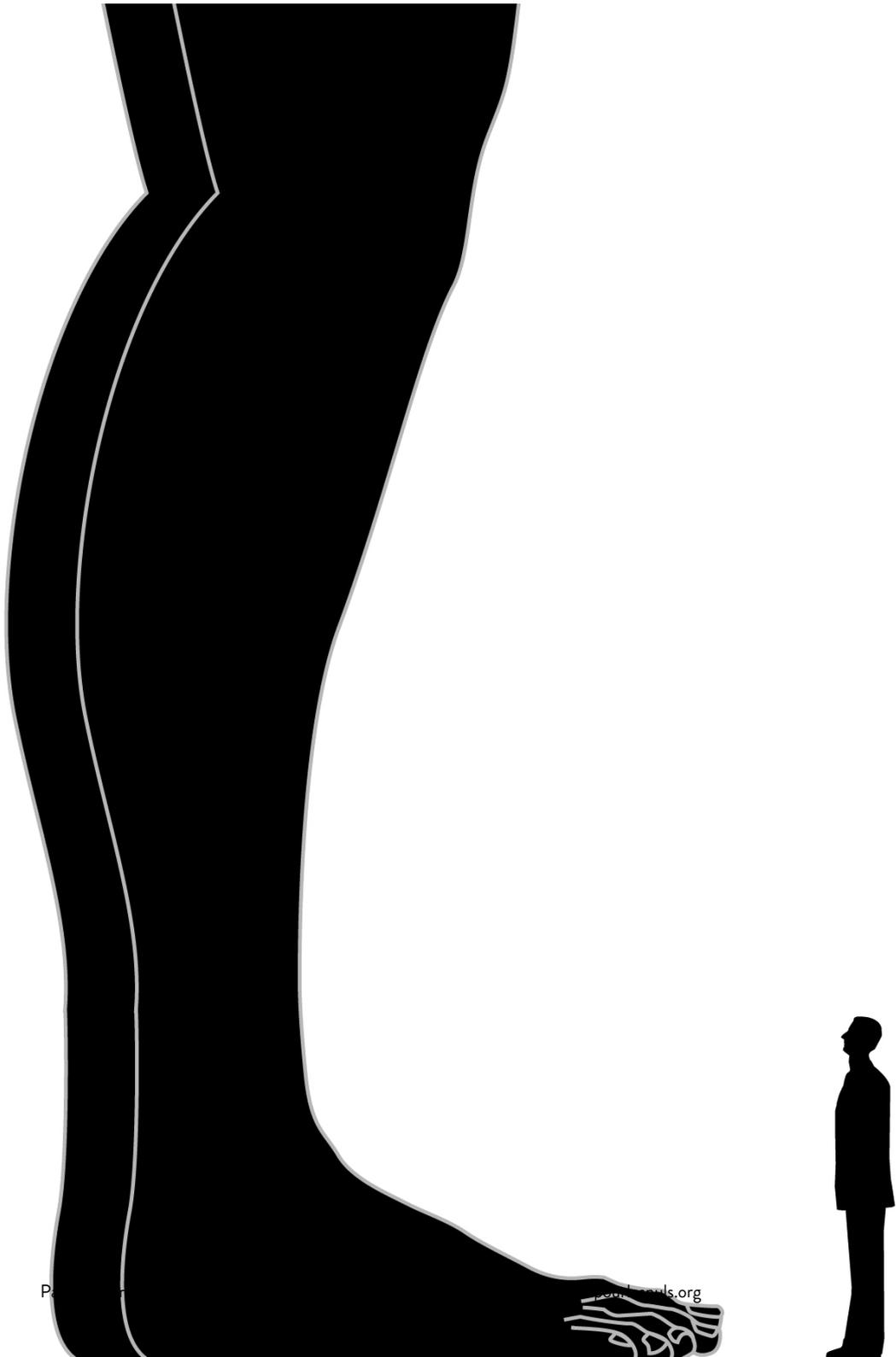
La chute d'Alep et l'inaction de la communauté internationale font de cette bataille un tournant. D'abord pour l'opposition : outre les pertes humaines et territoriales, le nouveau rapport de forces lui est très défavorable. La dynamique révolutionnaire se reconfigure, dans des conditions très difficiles.

Ensuite, c'est une victoire militaire pour Assad et ses alliés. Mais cela confirme surtout, après Homs deux ans plus tôt, que le régime syrien n'est capable de reprendre que des territoires vidés de leur population.

Enfin, Daech est également vainqueur. Devant le Conseil de sécurité de l'ONU le 21 novembre 2016, le secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires, Stephen O'Brien, déclarait : *« En tant qu'être humain, je suis bientôt à court de mots »* (lire sa déclaration [ici](#)). Au-delà du drame humanitaire, la question de l'impuissance de l'ONU

et de son incapacité à rétablir la paix et la sécurité, se pose. Cantonnée à la condamnation de crimes de guerre, elle n'a engagé aucune action pour mettre fin au massacre. Ce qui peut dès lors apparaître comme une complicité passive des puissances face à la mise à mort d'1/4 de millions de personnes, risque en outre de nourrir le terrorisme, en étant repris dans le discours d'injustice déjà mobilisé par Daech. Symboliquement, l'organisation a d'ailleurs, alors que tous les efforts étaient concentrés sur le bombardement d'une ville où elle n'était pas présente, repris l'initiative à Palmyre.

VI. Conclusion



Il est difficile, compte tenu de tout ce que nous avons décrit, d'imaginer une issue prochaine. Pourtant des propositions existent, et dépendent du courage et de la volonté des acteurs pour les faire adopter. Un résumé des dernières initiatives diplomatiques montre les progrès accomplis mais aussi le chemin à parcourir.

Alors que le conflit est dans sa cinquième année, la solution vertueuse qui serait un scénario diplomatique permettant un arrêt des combats et une solution politique au conflit s'éloigne tous les jours un peu plus.

Les négociations engagées à Genève sous l'impulsion du médiateur de l'ONU, Steffan de Mistura n'ont pas permis d'avancées. Le dernier round qui s'est tenu en avril 2016 a tourné court, l'opposition représentée par le Haut Comité des Négociations (HCN) ne pouvant rester à la table des négociations alors que le régime d'Assad continuait à bombarder provoquant des dizaines de morts parmi les civils et alors qu'une cessation des hostilités avait été décidée afin de donner quelque chance au processus de négociation. Ce dernier semblait privilégié aussi bien par Moscou que par Washington tant l'inquiétude de l'organisation État islamique était forte mais il n'en a rien été.

Quelles hypothèses ?

- L'instauration de zones protégées au nord et au sud du pays grâce à une couverture aérienne fournie par les Occidentaux et la Turquie afin de protéger les populations des attaques du régime n'est plus d'actualité, alors que cette option serait un moyen pour l'opposition d'accroître sa capacité d'action et d'apporter une aide humanitaire à des pans entiers de la population qui vit dans des conditions dramatiques.
- L'obtention d'un cessez-le-feu afin de permettre un arrêt des combats : les tentatives menées jusqu'à ce jour ont échoué et cela nécessiterait un engagement fort des parrains régionaux et internationaux afin qu'ils contraignent les groupes sur le terrain et le gouvernement d'Assad à le respecter.
- La reprise des négociations : les conditions ne sont pas réunies

aujourd'hui pour cela même si le schéma est connu et repose sur les paramètres définis par le communiqué de Genève de juin 2012. Un gouvernement de transition serait chargé dans un premier temps de la mise en œuvre effective du cessez-le-feu et ensuite de nouvelles institutions tenant compte des réalités du terrain.

- Ces différentes hypothèses reposent sur l'idée que la lutte contre Daech est renforcée afin d'en venir à bout et se posera alors la question de savoir qui contrôlera ce territoire.
- Enfin, quid de Bachar Al-Assad ? Il est évident qu'il n'aura pas de place dans une Syrie post-conflit même si son départ n'est plus posé comme condition préalable à toute négociation.

Seule une solution juste pourra prévaloir

Les défis sur le chemin de la paix en Syrie restent considérables et incertains. Comme pour toute solution négociée, des compromis devront être trouvés entre Syriens et entre leurs soutiens étrangers respectifs, chacun faisant nécessairement des concessions. Il reste qu'après tant de guerre, de violence et de souffrance, le peuple syrien devra retrouver non seulement la paix mais aussi gagner la liberté, la dignité et la justice, les mots d'ordre du tout début de sa révolution.

Que peut-on faire ?

Parler autour de nous de la révolution syrienne, de ses objectifs et de ses attentes. Car elle fait écho à notre propre histoire : la Révolution française contre l'arbitraire mais aussi la Résistance pendant la Seconde guerre mondiale. Tel est le sens du soulèvement syrien.

[Porter le message de la révolution syrienne](#)

Les Auteurs



Isabelle Hausser

Écrivain et traductrice, a aussi exercé des fonctions juridictionnelles et diplomatiques. Dans ses deux derniers ouvrages, *Petit Seigneur* et surtout *Les Couleurs du Sultan*, elle décrypte derrière la fiction la réalité du régime Assad et la complexité de la société syrienne.



Hala Kodmani

Journaliste reporter free lance depuis 2009, elle est spécialisée sur le monde arabe et couvre particulièrement depuis 2011 l'actualité du conflit en Syrie son pays natal, notamment pour Libération et L'Express. Elle intervient également comme formatrice de jeunes journalistes arabophones Syriens, Palestiniens ou Algériens.

Elle a été rédactrice en chef du desk arabe de France 24 (TV et Web) pendant deux ans lors de la création de la chaîne. A travaillé pendant plus de vingt ans dans la communication et l'information d'organisations régionales et internationales (Ligue arabe, Francophonie, Unesco...) notamment comme rédactrice de publications et newsletters puis de sites web.

A publié en mars 2014, « La Syrie promise », éditions Sindbad. Traduit le livre « Du despotisme d'Abdel Rahman Kawakibi, paru chez Actes sud (2016). A réalisé en octobre 2014 un reportage de 26 minutes sur l'Etat islamique : « Du chaos au Califat » diffusé sur Arte.



Agnès Levallois

Consultante arabisante, spécialiste du monde arabo-musulman, chargée de recherche à l'Académie diplomatique internationale (ADI) et maître de conférences à Sciences po Paris et à l'ENA.

Agnès Levallois a été directrice de l'information et des programmes de RMC-MO (filiale arabophone de RFI) et directrice adjointe de la rédaction de France 24 en charge de l'antenne arabe. Elle a été experte Proche-Orient

au Secrétariat de la Défense nationale (SGDN) avant d'être responsable du bureau monde arabe et persan à la Délégation aux Affaires stratégiques (DAS) du ministère de la Défense.

Diplômée de l'Institut national des langues et civilisations orientales (arabe littéral et dialectal), titulaire d'un DEA de l'IEP de Paris sur le monde arabe contemporain elle a écrit des ouvrages et de nombreux articles sur le Moyen-Orient parmi lesquels : Jérusalem de la division au partage ? (éditions Michalon), «Moyen-Orient mode d'emploi (Stock) ; co-auteur de Liban une guerre de 33 jours, La Découverte et de La Syrie au présent, éditions Actes sud et Méditerranée 30 voix pour bâtir un avenir commun, Ipemed, collection « Construire la Méditerranée ».

Elle a fait de nombreux séjours au Moyen-Orient dont deux ans passés en Syrie à l'Institut d'Etudes arabes de Damas.



Marie-Claude Slick

Grand reporter à TF1 jusqu'en janvier 2013
Ex correspondante de TF1 à Jérusalem et Moscou.



Manon-Nour Tannous

Docteur en Relations internationales ;
Chercheur associée au Centre Thucydide (Université Paris II, Panthéon-Assas) et à la chaire d'histoire contemporaine du monde arabe (Collège de France) ;
Présidente du Cercle des Chercheurs sur le Moyen Orient (CCMO).
A dirigé l'ouvrage *Le monde face aux révolutions arabes*, Editions du Cygne, Paris, 2012

Nos Partenaires

DÉMOCRATES FRANCO SYRIENS



Démocrates Franco-Syriens

Démocrates Franco-Syriens, groupe de réflexion et de travail sur le mouvement populaire syrien contre la dictature et pour le droit à l'auto détermination.

[Démocrates Franco-Syriens](#)

CCFD-Terre Solidaire

Le Comité catholique contre la faim et pour le développement-Terre Solidaire a choisi d'être le partenaire de tous ceux qui combattent la pauvreté et l'injustice.

[CCFD Terre Solidaire](#)



SOURIA HOURIA

Souria Houria (Syrie Liberté)

Notre rassemblement de la société civile, constitué en mai 2011 de divers horizons politiques, professionnels et sociaux, s'emploie à soutenir le peuple syrien dans son combat et ses revendications légitimes pour la liberté, la démocratie et la dignité.

[Souria Houria](#)

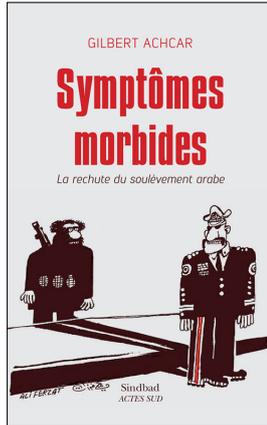


Fares Cachoux

La guerre a ramené Fares Cachoux en Syrie. Il met désormais ses talents de graphiste au service de la révolution, pour dépeindre de manière visuelle et originale les dures réalités de son pays.

[Fares Cachoux](#)

Bibliographie



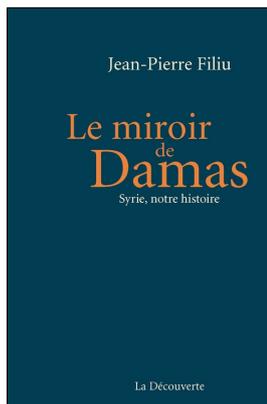
Gilbert Achcar

Symptômes morbides

La rechute du soulèvement arabe

Sindbad Actes Sud — 2017

actes-sud.fr



Jean-Pierre Filiu

Le miroir de Damas

La Découverte — 2017

[La Découverte](http://LaDecouverte.fr)



Hala Kodmani

Seule dans Raqqa

Équateurs — 2017

[Équateurs](http://Equateurs.fr)

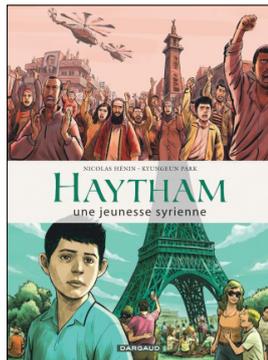


Collectif

Sur la Révolution syrienne

La Lenteur — 2017

[Amazon.fr](https://www.amazon.fr)



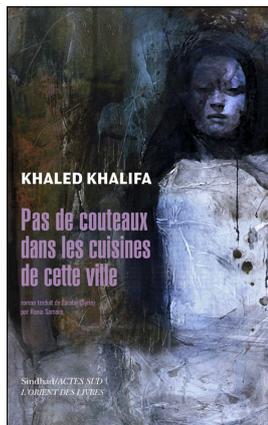
Kyungeun Park
Nicolas Hénin

Haytham

Une Jeunesse Syrienne

Dargaud — 2016

[dargaud.com](https://www.dargaud.com)

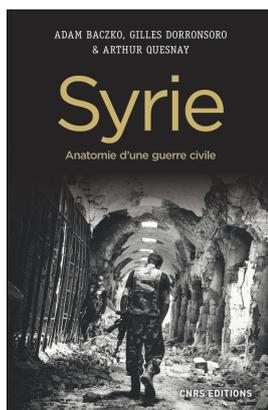


Khaled Khalifa

Pas de couteaux dans les cuisines de cette ville

Actes Sud — 2016

[actes-sud.fr](https://www.actes-sud.fr)



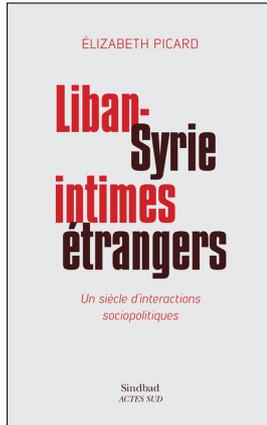
Adam Baczko, Gilles Dorronsoro & Arthur
Quesnay

Syrie

Anatomie d'une guerre civile.

CNRS édition — 2016

[cnrseditions.fr](https://www.cnrseditions.fr)



Élizabeth Picard

Liban-Syrie intimes étrangers

Un siècle d'interactions sociopolitiques

Sindbad Actes Sud — 2016

actes-sud.fr

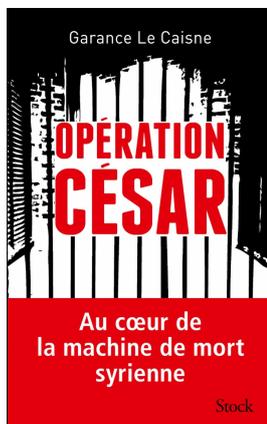


Ignace Dalle & Wladimir Glasman

Le cauchemar syrien

Fayard — 2016

fayard.fr



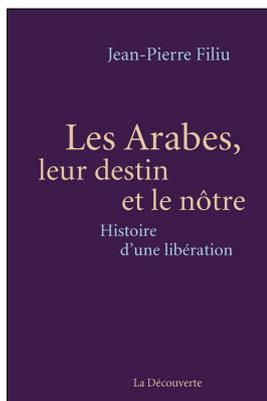
Garance Le Caisne

Opération César

Au cœur de la machine de mort syrienne

Stock — 2015

editions-stock.fr



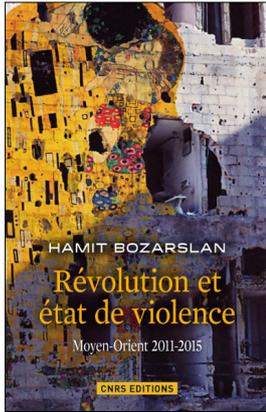
Jean-Pierre Filiu

Les Arabes, leur destin et le nôtre

Histoire d'une libération

La découverte — 2015

editionsladecouverte.fr



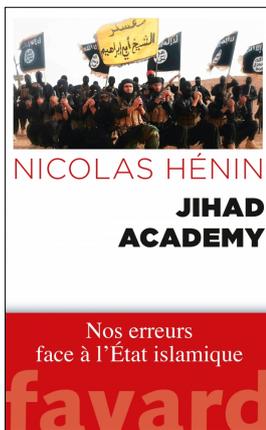
Hamit Bozarslan

Révolution et état de violence

Moyen-Orient 2011-2015

CNRS éditions — 2015

cnrseditions.fr



Nicolas Hénin

Jihad Academy

Nos erreurs face à l'État islamique

Fayard — 2015

favard.fr



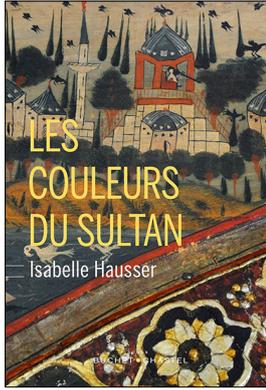
Pierre-Jean Luizard

Le piège daech

L'État islamique ou le retour de l'Histoire

La découverte — 2015

editionsladecouverte.fr

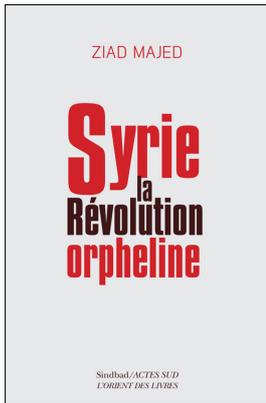


Isabelle Hausser

Les couleurs du sultan

Buchet Chastel — 2014

buchetchastel.fr

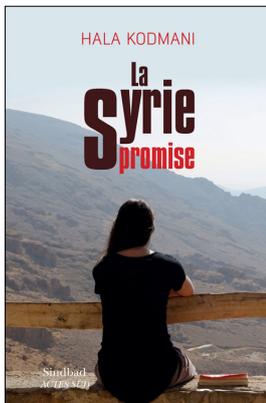


Ziad Majed

Syrie, La révolution orpheline

Sindbad Actes Sud — 2014

actes-sud.fr

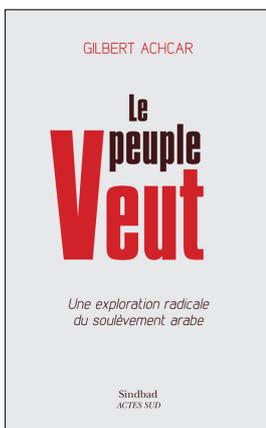


Hala Kodmani

la Syrie promise

Sindbad Actes Sud — 2014

actes-sud.fr

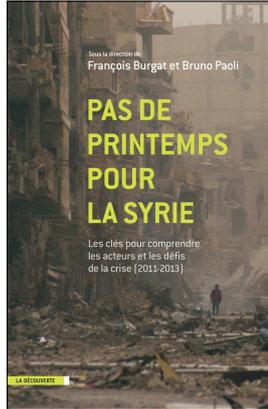


Gilbert Achcar

Le Peuple veut

Sindbad Actes Sud — 2013

actes-sud.fr



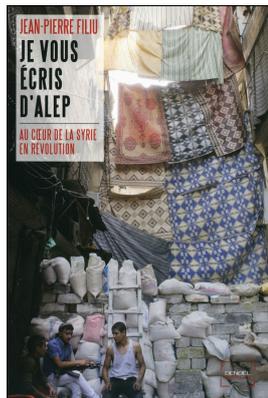
François Burgat & Bruno Paoli

Pas de printemps pour la Syrie

Les clés pour comprendre les acteurs et les défis de la crise (2011-2013)

La découverte — 2013

editionsladecouverte.fr



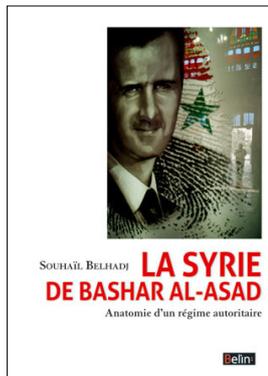
Jean-Pierre Filiu

Je vous écris d'Alep

Au cœur de la Syrie en révolution

Denoël — 2013

denoel.fr



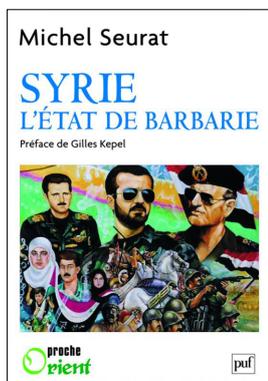
Souhaïl Belhadj

La Syrie de Bashar al-Asad

Anatomie d'un régime autoritaire

Belin — 2013

editions-belin.com

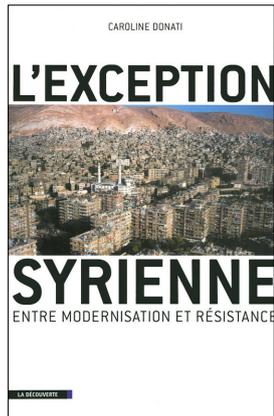


Michel Seurat

Syrie l'état de barbarie

puf — 2012

puf.com



Caroline Donati

L'exception syrienne

Entre modernisation et résistance

La découverte — 2009

editionsladecouverte.fr